



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

REP21/FICS

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quarante-quatrième session

8-13 novembre 2021

RAPPORT DE LA VINGT-CINQUIÈME SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES

En ligne, 31 mai – 8 juin 2021

TABLE DES MATIÈRES

Page

RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX	ii
LISTE DES SIGLES	iii
RAPPORT DE LA VINGT-CINQUIÈME SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES	1
	Paragraphe
Introduction	1
Ouverture de la session	2 - 5
Adoption de l'ordre du jour (Point 1 de l'ordre du jour)	6 – 8
Questions émanant de la commission du codex alimentarius et de ses organes subsidiaires (Point 2 de l'ordre du jour)	9
Informations relatives aux activités de la FAO et de l'OMS et d'autres organisations internationales intéressant le CCFICS (Point 3 de l'ordre du jour)	10 – 14
Projet de principes et directives pour l'évaluation et l'utilisation de programmes volontaires d'assurance par des tiers (APTv) (point 4 de l'ordre du jour)	15 – 37
Avant-projet d'orientations relatives à l'utilisation dématérialisée de certificats électroniques (révision des <i>Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques</i> (CXG 38-2001) (point 5 de l'ordre du jour)	38 – 64
Avant-projet de Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de systèmes nationaux de contrôle des aliments (Point 6 de l'ordre du jour)	65 – 84
Avant-projet de consolidation des directives du codex relatives à l'équivalence (point 7 de l'ordre du jour)	85 – 90
Document de réflexion sur le rôle que peut jouer le CCFICS dans la lutte contre la fraude alimentaire dans le contexte de la sécurité sanitaire des aliments et des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires (point 8 de l'ordre du jour)	91 – 101
Examen et mise à jour de l'annexe A – liste des enjeux mondiaux émergents (point 9 de l'ordre du jour)	102 – 114
Autres questions (Point 10 de l'ordre du jour)	115 – 116
Date et lieu de la prochaine session (Point 11 de l'ordre du jour)	117

LISTE DES ANNEXES

Page

Annexe I:	Liste des participants	15
Annexe II:	Avant-projet de principes et directives pour l'évaluation et l'utilisation des programmes volontaires d'assurance par des tiers (APTv) (pour adoption à l'étape 8)	37
Annexe III:	Avant-projet d'orientations relatives à l'utilisation dématérialisée de certificats électroniques (Révision des <i>Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'Utilisation des certificats officiels génériques</i> (CXG 38-2001) (pour adoption à l'étape 5/8)	44
Annexe IV:	Document de projet pour à l'élaboration d'orientations du Codex relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire (pour approbation)	61

RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Partie responsable	Objectif	Texte/Sujet	Code	Étape	Para(s)
Membres CCEXEC81 CCA44	Adoption	Projet de principes et directives pour l'évaluation et l'utilisation de programmes volontaires d'assurance par des tiers (APTv)	N27-2017	8	37 et Annexe II
Membres CCEXEC81 CCA44	Adoption	Avant-projet d'orientations sur l'utilisation dématérialisée de certificats électroniques (révision des <i>Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques</i> – CXG 38-2001)	N26-2017	5/8	64 et Annexe III
CCEXEC81 CCA44 GTE Membres CCFICS26	Approbation/ Rédaction/ Observations	Document de projet pour de nouveaux travaux concernant l'élaboration d'orientations relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire		1/2/3	101 et Annexe IV
GTEs CCFICS26	Rédaction Discussion	Avant-projet de directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA)		2/3	84 (i) et (ii)
		Avant-projet de consolidation des Directives du Codex relatives à l'équivalence		2/3	90
		Avant-projet d'orientations relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire		2/3	101 (ii)
Australie/Kenya CCFICS26	Observations Rédaction Discussion	Révision et mise à jour de l'Annexe A - Liste des enjeux mondiaux émergents			114 (i)
Australie, Canada et Singapour CCFICS26	Rédaction Discussion	Document de réflexion relatif à "l'utilisation d'audits et de vérifications à distance dans les cadres réglementaires"			114 (iv)
USA et Royaume-Uni	Rédaction Discussion	Document de réflexion relatif à la révision et la mise à jour des " <i>Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires</i> (CXG 60-2006)"			114 (v)

LISTE DES SIGLES

CCA	Commission du Codex Alimentarius
CCEXEC	Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius
CCFICS	Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires
CL	Lettre circulaire
CRD	Document de séance
GTE	Groupe de travail électronique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
CXG	Directives du Codex
CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux
GTI	Groupe de travail intrasession
SNCA	Système national de contrôle des aliments
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
SPS	sanitaire et phytosanitaire
FANDC	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
OTC	obstacles techniques au commerce
GTP	Groupe de travail physique
APT _v	Programmes volontaires d'assurance par des tiers
OMD	Organisation mondiale des douanes
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMC	Organisation mondiale du commerce
GT	Groupe de travail

INTRODUCTION

1. La 25^e session du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) s'est tenue virtuellement les 31 mai et 1^{er}, 2, 3, 4 et 8 juin 2021 à l'aimable invitation du Gouvernement australien. Mme Fran Freeman, ancienne première secrétaire assistante de la Division des exportations et des services vétérinaires du Ministère australien de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement, en a assuré la présidence. Elle était assistée par Mme Usha Sriram-Prasad, Directrice du Point de contact du Codex pour l'Australie. Plus de 600 inscrits, représentant 88 pays membres, une organisation membre (Union européenne) et des observateurs de 20 organisations internationales gouvernementales (OIG) et non gouvernementales (ONG) et d'agences des Nations Unies, étaient inscrits à la session. La liste des participants est reproduite à l'annexe I du présent rapport.

OUVERTURE DE LA SESSION¹

2. Mme Lyn O'Connell, secrétaire adjointe du ministère australien de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement, a rendu hommage aux populations autochtones d'Australie, soulignant qu'elles étaient les gardiennes traditionnelles du territoire d'où elle assurait la présidence de la session.
3. M. David Littleproud, ministre australien de l'Agriculture, de la Sécheresse et de la Gestion des urgences, a ouvert la réunion et souhaité la bienvenue aux participants à la 25^e session du CCFICS. Il a rappelé l'engagement de l'Australie à l'égard des travaux du Codex et, en particulier, des travaux scientifiques visant à assurer la prospérité durable du commerce international des denrées alimentaires.
4. Mme Catherine Bessy, responsable de la sécurité sanitaire des aliments à la Division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Mme Haruka Igarashi, responsable technique du Département de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et M. Guilherme da Costa Junior, Président de la Commission du Codex Alimentarius (Commission), ont également prononcé une allocution devant le Comité.

Répartition des compétences²

5. Le Comité a pris note de la répartition des compétences entre l'Union européenne (UE) et ses États membres, aux termes du paragraphe 5 de l'Article II du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1 de l'ordre du jour)³

6. Le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire de sa 25^e session avec les ajouts suivants au point 9 de l'ordre du jour (Questions émergentes et orientations futures du CCFICS) :
 - utilisation des TIC dans les cadres réglementaires – proposé par l'Australie et présenté dans le document CRD6 ;
 - élaboration d'orientations sur la traçabilité/le traçage des produits – proposé par les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni et présenté dans le document CRD11.
7. En outre, au point 6 de l'ordre du jour, le Comité est convenu d'examiner la version actualisée de l'annexe I du document CX/FICS 21/25/6, présentée dans le document CRD4 et préparée par les présidents du groupe de travail électronique (GTE), la Nouvelle-Zélande, le Chili et les États-Unis d'Amérique.
8. La présidente du CCFICS a proposé de tenir des groupes de travail intrasession (GTI) pour faciliter l'élaboration de consensus sur certains sujets, selon le besoin.

QUESTIONS ÉMANANT DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES (point 2 de l'ordre du jour)⁴

9. Le Comité a pris note que toutes les questions ont été soumises à titre d'information et qu'elles seraient examinées aux points pertinents de l'ordre du jour.

¹ CRD18

² CRD1 (Ordre du jour annoté – Répartition des compétences entre l'Union européenne et ses États membres)

³ CX/FICS 21/25/1, CRD 4 (Nouvelle-Zélande, Chili et États-Unis d'Amérique) ; CRD6 (Australie) ; CRD11 (États-Unis d'Amérique et Royaume-Uni)

⁴ CX/FICS 21/25/2; CRD14 (Inde)

INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO ET DE L'OMS ET D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTÉRESSANT LE CCFICS (Point 2 de l'ordre du jour) ⁵

FAO et OMS

10. Le représentant de la FAO a présenté le document CX/FICS 21/25/3 et a attiré l'attention du Comité sur la révision en cours de la Stratégie de la FAO relative à la sécurité sanitaire des aliments, qui fait suite à la Conférence et au Forum internationaux sur la sécurité sanitaire des aliments ; sur les récents progrès des travaux sur la résistance aux antimicrobiens (RAM) ; sur la publication et l'utilisation de l'outil FAO/OMS d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments en anglais, arabe, espagnol, français et russe ; et sur les activités en cours sur la fraude alimentaire.
11. Le représentant de l'OMS a indiqué que le premier projet de Stratégie mondiale de l'OMS pour la salubrité des aliments, élaboré en concertation avec le groupe consultatif technique (TAG), est disponible sur le site Web de l'OMS pour des consultations publiques jusqu'au 18 juin 2021. Les parties prenantes, les Pays membres et les institutions gouvernementales concernés sont invités à formuler des observations dans le cadre de cette consultation.

Autres organisations internationales

12. Le représentant de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) a attiré l'attention du Comité sur les activités de l'OMD intéressant le CCFICS, présentées dans le document CX/FICS 21/25/3 Add. 2 Partie A.
13. Le Comité a également pris note des informations fournies par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), le Comité de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) chargé de l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) sur leurs activités intéressant ses travaux, présentées dans les documents CX/FICS 21/25/3 Add.1 et CX/FICS 21/25/3 Add.2 partie A et partie B.

Conclusion

14. Le Comité a remercié les organisations internationales pour leurs contributions et a pris note des informations fournies.

PROJET DE PRINCIPES ET DIRECTIVES POUR L'ÉVALUATION ET L'UTILISATION DE PROGRAMMES VOLONTAIRES D'ASSURANCE PAR DES TIERS (APTv) (point 4 de l'ordre du jour)⁶

15. Le Royaume-Uni, qui assure la présidence du GTE, a présenté le point de l'ordre du jour et rappelé que la 24e session du CCFICS (2018) était convenue de constituer un GTE chargé de se pencher sur les observations soumises à l'étape 6 et d'examiner les questions en suspens (entre crochets), en tenant compte des observations présentées pendant la session. Le GTE s'est d'abord penché sur les questions en suspens et sur les observations présentées à la Commission lors de sa 42e session (2019). À la suite du report de la 25e session du CCFICS en 2020, il a entrepris d'examiner les observations soumises à l'étape 6 ainsi que celles soumises à la 25e session reprogrammée. Il a enfin organisé un webinaire (25 mars 2021) qui a permis de faire le point sur l'évolution des travaux.
16. Le président du GTE a indiqué que sur la base de leur analyse des observations recueillies, les coprésidents du GTE avaient :
 - pris acte du large soutien dont bénéficiaient les travaux accomplis et apporté des modifications rédactionnelles au document pour en accroître la cohérence et la clarté terminologique ;
 - actualisé la section Définitions en supprimant les définitions du dictionnaire, et simplifié les références à l'ISO ;
 - pris note des informations concernant la version espagnole du texte, consolidé et supprimé les doublons de la section portant sur les « options politiques » ; et
 - renuméroté le texte entier pour en améliorer la cohérence.
17. Par souci de transparence, le GTE a préparé un compte rendu complet de ses travaux décrivant en détail les solutions retenues pour corriger les problèmes relevés. Le webinaire a en outre contribué à clarifier davantage les quelques questions restées en suspens dans le projet de directives.
18. Le président du GTE a enfin noté que l'intérêt suscité par le travail de son groupe n'avait cessé de croître depuis la 24e session du CCFICS, au point où le FANDC et l'Organisation des Nations Unies pour le

⁵ CX/FICS 21/25/3; CX/FICS 21/25/3 Add.1; CX/FICS 21/25/3 Add.2; CRD14

⁶ CX/FICS 21/25/4 ; CX/FICS 21/25/4 Add.1 ; CRD3 (Rapport et compte rendu du webinaire APTv du CCFICS) ; CRD7 (République dominicaine, Union européenne, Indonésie, Maroc et Nigéria) ; CRD12 (Union africaine) ; CRD13 (Mali) ; CRD14 (Inde).

développement industriel (UNIDO) procédaient déjà au lancement de projets pilotes sur l'APTV, et où le Comité SPS de l'OMC avait déjà organisé un atelier thématique sur la même question.

19. Le Mexique, l'un des coprésidents du GTE, a noté que le texte recueillait un consensus général, mais que l'utilisation du terme « risque significatif » continuait de soulever des préoccupations.
20. La présidente du CCFICS a remercié les coprésidents du GTE pour le travail accompli et proposé d'examiner le projet de directives section par section en mettant l'accent sur les questions en suspens et sur les points qui appelaient des éclaircissements.

Discussion

21. Les Membres ont accepté la proposition de la présidente concernant l'examen du projet de directives section par section, ont apporté au projet des modifications rédactionnelles et ont éclairci certaines dispositions tel qu'indiqué dans les paragraphes ci-dessous.

Modifications rédactionnelles apportées aux versions française et espagnole

22. Le Secrétariat du Codex a précisé que les questions de traduction et de rédaction devraient lui être soumises par écrit, et qu'elles seraient examinées au moment de la révision finale préalable à la publication.

Définitions

23. Il a été proposé que la terminologie utilisée dans le projet de directives s'inspire de celle utilisée dans les documents existants du Codex, et que les termes nouveaux s'inspirent de la terminologie de l'ISO avec un minimum de changements.

Accréditation

24. Il a été noté que la norme ISO 17000:2020 était la source de la définition du terme « accréditation », et que la définition de l'ISO n'incluait pas le terme « certification ». Par souci de cohérence avec cette norme, le terme « certification », qui avait été ajouté dans le projet de directives, a été éliminé de la définition.

Organisme de certification :

25. Le CCFICS est convenu, à sa 25e session de supprimer la *note* : « *aux fins du présent document, le terme "organisme de certification" a la même signification que le terme "organisme d'évaluation de la conformité" »*, compte tenu du fait que la définition d'un organisme de certification est dérivée de l'ISO/IEC 17065, et que cette norme reconnaît qu'un organisme de certification est un type d'organisme tiers d'évaluation de la conformité.

Principes

Principe 7

26. Le titre de ce principe a été remplacé par « Éviter un fardeau aux exploitants du secteur alimentaire » par souci de clarté et de cohérence et pour reprendre la terminologie utilisée dans l'ensemble du texte.
27. S'agissant de la proposition d'inclure les propriétaires d'APTV dans le libellé de ce principe afin d'épargner également à cette catégorie de personnes le « fardeau aux exploitants », le président du GTE a expliqué que les directives précisent déjà que la participation des ESA à des programmes d'APTV est volontaire, et que ces derniers sont régis par des contrats commerciaux auxquels ils conviennent d'adhérer lorsqu'ils deviennent membres.

Principe 8

28. Les Membres ont accepté la proposition de suppression du principe 8 (Droits et obligations), notant que ce principe va de soi pour tous les pays, indépendamment des textes Codex et qu'il est donc inutile de l'inclure dans les directives.
29. Un membre a cependant jugé qu'il était nécessaire de conserver ce principe, rappelant que les dispositifs d'assurance par des tiers sont tenus de se conformer à la fois aux droits et obligations nationaux et internationaux applicables. En réponse à cette intervention, le président du GTE a fait valoir que les directives s'adressent aux autorités compétentes, et que les propriétaires d'APTV sont considérés comme des entités commerciales.

Rôles, responsabilités et activités pertinentes

Autorités compétentes

30. Les Membres se sont penchés sur les rôles, les responsabilités et les activités pertinentes des autorités compétentes, et ont clarifié les dispositions suivantes :
 - Disposition a – Suppression du passage « et ainsi que le prévoit la législation nationale pertinente »,

notant qu'il s'agissait d'un doublon, et rappelant que le mandat des autorités compétentes découle des règlements applicables – c'est-à-dire : *elles « assument les responsabilités statutaires relatives aux exigences réglementaires fixées dans le SNCA, selon la recommandation du document CXG 82-2013 ».*

- Disposition c – Reformulation et simplification de la disposition relative à l'amélioration de la cohérence terminologique du texte avec les Principes et directives concernant les systèmes nationaux de contrôle des aliments (CXG 82-2013) en remplaçant « exécution » par « établissement et mise en œuvre » – c'est-à-dire : *« responsabilité de l'établissement et de la mise en œuvre ainsi que de la fréquence/l'intensité des contrôles réglementaires ainsi que des mesures de mise en application à l'égard de tous les ESA, qu'ils participent ou non à un programme d'APTV ».*
- Disposition f – Échange de vues sur l'opportunité d'inclure dans la disposition certains aspects de la gestion des conflits d'intérêts par une autorité compétente. Les Membres ont signalé que la disposition, telle que rédigée, fournit des orientations suffisantes sur la manière, pour les autorités compétentes, de juger de l'existence d'un conflit d'intérêts, et sur la façon dont elles doivent réagir dans de tels cas. On a par ailleurs reconnu que la disposition en question concorde avec le principe 5 du document CXG 82-2013 relatif aux conflits d'intérêts. Il a donc été convenu de maintenir cette disposition.
- Les dispositions ont été renumérotées afin de refléter les modifications apportées.

Exploitants du secteur alimentaire

31. Disposition 2 b – Les Membres de sont penchés sur la proposition de modifier cette disposition en remplaçant « contrôles réglementaires » par « objectifs/exigences du système national de contrôle des aliments ». Le Royaume-Uni, intervenant à titre de président du GTE, a expliqué que les objectifs du SNCA ne visent pas les ESA de la même manière que des contrôles réglementaires, et qu'ils s'appliquent à un niveau macroéconomique plus élevé. Les Membres sont convenus de ne pas retenir les changements proposés.

Critères d'évaluation de la crédibilité et de l'intégrité des programmes d'APTV

Accréditation d'organismes de certification

32. Le Comité :
 - a procédé à quelques modifications rédactionnelles à la version anglaise des dispositions 2 b) et 2 d) en remplaçant « certifying body » par « certification body » (organisme de certification), en conformité avec les définitions ;
 - a supprimé la référence à l'ISO/IEC 17011 figurant dans la note en bas de page 5 en rapport avec la disposition 2 d), en conformité avec la définition de l'organisme de certification, et l'a insérée dans la note 6 associée à la disposition 1 d).

Partage de données et échange d'informations

33. Un observateur s'est inquiété de la fermeté de la disposition exigeant des propriétaires d'APTV qu'ils communiquent directement avec l'autorité compétente, jugeant qu'elle serait susceptible de conduire à un conflit d'intérêts, en particulier lorsque les cas de non-conformité étaient liés à des problèmes de qualité médiocre ou d'adultération.
34. Le président du GTE a expliqué que la disposition ne s'appliquerait que dans des circonstances exceptionnelles, et qu'il ne s'agirait pas d'une norme. Il a ajouté qu'il est généralement de bonne pratique d'inclure ce genre d'exigence dans les cas où l'autorité compétente a choisi d'utiliser les informations/données de programmes d'APTV. Le texte n'a pas été modifié.

Approches réglementaires pour l'utilisation d'informations/de données de programmes d'APTV

Options de politiques

35. Disposition 2 a – Le Comité a précisé que les exigences réglementaires pertinentes étaient liées à la sécurité sanitaire des aliments et aux pratiques loyales dans le commerce alimentaire. Elle est convenue d'insérer l'énoncé suivant à la fin de la disposition : « dans le contexte de la sécurité sanitaire des aliments et des pratiques loyales dans le commerce alimentaire ».
36. La présidente du CCFICS, constatant que toutes les questions en suspens avaient été résolues et que le projet de directives était prêt pour adoption finale, a remercié le président et les coprésidents du GTE et l'ensemble des membres du CCFICS du travail accompli pour finaliser le document.

Conclusion

37. Le CCFICS est convenu, à sa 25e session, de soumettre le projet de Principes et directives pour l'évaluation et l'utilisation de programmes volontaires d'assurance par des tiers (APTv) à la Commission, à sa 44e session, pour adoption à l'étape 8 (annexe II).

AVANT-PROJET D'ORIENTATIONS RELATIVES À L'UTILISATION DÉMATÉRIALISÉE DE CERTIFICATS ÉLECTRONIQUES –

(révision des Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques [CXG 38-2001]) (point 5 de l'ordre du jour)⁷

38. Le représentant des Pays-Bas, en sa qualité de président du groupe de travail électronique (GTE), a présenté le point de l'ordre du jour, rappelant que la 23e session du CCFICS avait recommandé que le Comité lance l'élaboration d'un document d'orientation sur la mise en œuvre d'une certification électronique dématérialisée, en amendant et en complétant les Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques du Codex (CXG 38-2001). Ces nouveaux travaux ont été approuvés par la Commission à sa 40e session, en 2017. La 24e session du CCFICS était convenue de renvoyer l'avant-projet d'orientations relatives à l'utilisation de certificats électroniques dématérialisés à l'étape 2 aux fins de refonte par le GTE, en tenant compte des observations formulées. À la suite du report de la 25e session du CCFICS de 2020 à 2021, le GTE a poursuivi son travail et a continué d'examiner les observations reçues en 2020 et publiées dans le document CX/FICS 20/25/5. En réponse aux observations communiquées au cours des mois qui ont précédé la 25e session du CCFICS – publiées sous forme d'addenda au document CX/FICS 21/25/5 –, les coprésidents du GTE ont élaboré une version à jour de l'avant-projet d'orientations (CRD5). Les changements apportés et mis en évidence intéressaient en particulier les sections 3, 8 et 9 et les annexes I et II.
39. La présidente du CCFICS a remercié les coprésidents du GTE du travail accompli et souligné que la pandémie de COVID-19 illustre bien l'importance de l'utilisation dématérialisée des certificats électroniques et l'urgence d'achever la révision des directives. Elle a proposé d'examiner le projet de directives section par section en mettant l'accent sur les questions en suspens et sur les points qui appelaient des éclaircissements. Les Membres sont convenus d'utiliser le document CRD5 comme point de départ des débats sur ce point de l'ordre du jour.

Discussion

40. À l'issue d'une discussion initiale approfondie, les Membres ont noté qu'un certain nombre de difficultés techniques persistaient et appelaient des éclaircissements. La présidente du CCFICS a proposé de poursuivre le débat dans le cadre d'un GTI afin d'améliorer la clarté et la cohérence du texte, de régler les questions en suspens, et de proposer des compromis avant de poursuivre le débat en plénière. Le rapport de ce groupe de travail (CRD19) a servi de point de départ des débats qui se sont poursuivis en plénière.
41. S'agissant du rapport CRD19, le président du GTE a expliqué que le texte faisant l'objet de la révision reproduisait le libellé utilisé dans les certificats papier, et que le texte existant s'appliquait à n'importe quelle catégorie de certificat. Il a suggéré de faire porter le débat uniquement sur les changements proposés pour les besoins de l'échange dématérialisé des certificats.
42. Les Membres se sont penchés sur les modifications proposées, ont approuvé les modifications rédactionnelles jugées nécessaires, et sont parvenus à un consensus sur les points suivants :
43. Les Membres ont rappelé que les questions de traduction relatives aux versions française et espagnole du document seraient abordées comme convenu au paragraphe 22 (point 4 de l'ordre du jour).
44. Les Membres sont convenus d'apporter au document et aux annexes les modifications jugées nécessaires pour définir plus clairement les rôles des organismes de certification et des autorités compétentes en insérant les mots « ou des organes de certification » après « autorités compétentes ».

Corps du document

Section 3 – Définitions

45. Les Membres ont approuvé les définitions et pris les décisions et formulé les observations suivantes :
- Signature électronique – insérer une note de bas de page précisant que la définition s'inspire des directives de la CNUDCI, pour éclairer au besoin les utilisateurs potentiels des directives.

⁷ CX/FICS 25/21/5 ; CX/25/21/5 Add.1 ; CX/25/21/5 Add.2 ; CRD5 (Pays-Bas et Australie) ; CRD10 (Salvador) ; CRD12 (Union africaine) ; CRD14 (Inde) ; CRD15 (Malaisie) ; CRD16 (Argentine) ; CRD17 (Sénégal) ; CRD19 (Pays-Bas et Australie)

- Ne pas inclure une définition de « lot » ni d'« aliment », étant donné que ces termes ne nécessitent pas d'explication supplémentaire pour l'échange de certificats papier ou dématérialisés. En outre, le Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius propose une définition horizontale du terme « aliment » qui est utilisée par tous les comités du Codex.
- Guichet unique – modification rédactionnelle de la note de bas de page relative à la définition ; c.-à-d., « note de bas de page 5 ».

Section 9 – Délivrance et réception des certificats officiels

Principe F

46. Paragraphe 30, point 2 : insertion d'une note de bas de page pour clarifier l'expression « statut du certificat échangé ».

Principe G

47. Paragraphe 48 : clarification de la disposition voulant que l'organe de certification soit l'entité chargée d'aviser l'autorité compétente du pays importateur que le certificat papier original a été invalidé.

Annexe I

Champ d'application :

48. Insertion du mot « équivalent » pour clarifier que la version électronique du certificat devrait être équivalente à la version papier, en prenant acte de l'avis du président du GTE selon lequel il n'est pas nécessaire de modifier les sections du document qui sont communes aux certificats papier et aux certificats dématérialisés.

Notes explicatives relatives au modèle de données de référence (version électronique) du modèle générique de certificat officiel:

49. Approbation des modifications rédactionnelles et suppression du passage « Le modèle générique de certificat officiel et le modèle de données de référence seront périodiquement révisés par le CCFICS afin de garantir qu'ils restent utiles pour les pays qui développent ou mettent en œuvre l'échange dématérialisé de certificats électroniques », car ces orientations sont destinées à des autorités compétentes et qu'il appartiendrait aux membres individuels de signaler à l'avenir la nécessité de mises à jour pour veiller à de tels alignements.
50. Un membre a demandé des éclaircissements sur la manière dont les certificats électroniques seront utilisés dans les situations où une expédition concerne des produits alimentaires différents – par exemple, de telles expéditions devraient-elles faire l'objet d'un seul ou de plusieurs certificats ? Le représentant de l'Australie, intervenant à titre de coprésident du GTE, a expliqué que les attestations sont fondées sur des accords bilatéraux qui prennent notamment en compte les cas d'expéditions composées de produits alimentaires différents. Le coprésident du GTE a ajouté que les principes applicables à la certification papier s'appliquent également à la certification dématérialisée.

Annexe II

Section 1 – Introduction

51. Paragraphes 1 et 2 : reformulation de ces deux paragraphes par souci de simplification et de clarification, et approbation des changements apportés.

Section 4 – Transition vers l'échange dématérialisé de certificats officiels

52. Paragraphe 7 : insertion du mot « pertinentes » après « capacités internes » dans la première phrase, par souci de clarté, et insertion de l'expression « ou des organes de certification » après « autorités compétentes ».
53. Paragraphe 8.1.1 : suppression des mots « y compris les inspections », étant donné que l'expression « procédures et protocoles d'exportation » est jugée appropriée.
54. Paragraphe 9.2 : remplacement de « doivent » par « peuvent » pour rendre la disposition moins prescriptive.

Section 7 – Fonctions supplémentaires d'extraction de données des certificats

55. Paragraphe 13, point 1 : suppression de l'adverbe « licitement » par souci de clarté.

Section 8 – Exemples de modélisation des données du modèle générique de certificat officiel

56. Paragraphe 15, point 1 : suppression des mots « appelé certificat eFood » dans la première phrase, et modification du nom du lien.

57. Certains membres se sont montrés préoccupés de l'inclusion d'exemples de modélisation de données (p. ex. eCert SPS du CEFACT-ONU) dans les directives, insistant sur le fait qu'il pourrait devenir difficile de maintenir de tels exemples. Ils ont suggéré de publier plutôt ce genre d'information sur le site Web du Codex.
58. On a expliqué que le CEFACT-ONU est un organisme de normalisation créé sous les auspices des Nations Unies, et que l'exemple proposé fournit aux pays des orientations pratiques qu'il convient d'inclure dans le document. La méthodologie du CEFACT-ONU est utilisée depuis de nombreuses années et n'est pas susceptible de changer dans un avenir prévisible.

Observations générales

59. La présidente du CCFICS a noté que toutes les questions en suspens avaient été examinées, qu'un consensus avait été atteint et que l'avant-projet d'orientations pouvait passer à l'étape suivante de la procédure du Codex. Elle a donc proposé que la version révisée des Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques (CXG 38-2001) soit transmise à la Commission, à sa 44e session, pour adoption à l'étape 5/8.
60. Les représentants du Chili, de la République dominicaine, de l'Indonésie, du Kenya et de la Malaisie n'étaient pas favorables au passage de ces orientations à l'étape 5/8, et ont laissé savoir qu'ils souhaitaient avoir plus de temps pour un examen plus approfondi du document, en particulier sur les aspects techniques relatifs à la technologie employée pour l'utilisation de certificats électroniques dématérialisés avant de procéder à l'adoption finale.
61. Le coprésident du GTE a rappelé que l'adoption des Directives révisées à l'étape 5/8 n'obligeait pas les pays à passer immédiatement à la certification dématérialisée.
62. Les autres membres étaient d'avis que le document était prêt pour l'adoption à l'étape 5/8, faisant valoir que :
- toutes les questions en suspens avaient été résolues, et que le texte recueillait un consensus général ;
 - en raison de la pandémie de COVID-19, l'enjeu était urgent et que, conformément à l'objectif 1 de son plan stratégique 2020-2025, le Codex se devait de réagir rapidement aux problèmes actuels, naissants et cruciaux ; et
63. On a enfin fait valoir qu'il resterait suffisamment de temps et d'occasions pour se pencher sur les exigences techniques des Directives avant la tenue de la 44e session de la Commission.

Conclusion

64. Le CCFICS est convenu, à sa 25e session, de soumettre l'avant-projet d'orientations relatives à l'utilisation dématérialisée de certificats électroniques (révision des Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques [CXG 38-2001]) à la Commission, à sa 44e session, pour adoption à l'étape 5/8 (annexe III).

AVANT-PROJET DE DIRECTIVES RELATIVES À LA RECONNAISSANCE ET AU MAINTIEN DE L'ÉQUIVALENCE DE SYSTÈMES NATIONAUX DE CONTRÔLE DES ALIMENTS (SNCA) (point 6 de l'ordre du jour)⁸

65. La Nouvelle-Zélande, en tant que présidente du GTE, a brièvement rappelé le contexte de ce point de l'ordre du jour en notant que les discussions sur cette question remontent à la 21e session du CCFICS (2014) et que le Comité a depuis organisé deux réunions intersessions du groupe de travail physique (GTP) ; quatre séries de réunions du GTE et une réunion du groupe de travail virtuel. La 24e session (2018) avait renvoyé l'Avant-projet de Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de SNCA à l'étape 2 pour qu'il soit remanié en tenant compte des observations formulées et/ou soumises lors de la session, et avait créé un GTE à cette fin.
66. La présidente et les coprésidents ont examiné toutes les observations soumises lors de la session et ont préparé un document de séance (CRD4), attirant l'attention sur les modifications proposées, en particulier la relation entre les orientations et les deux accords suivants de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (l'Accord SPS) et l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (l'Accord OTC). Le président du GTE a souligné le besoin de noter que le projet d'orientations s'efforce de fournir aux pays des orientations pratiques sur les différentes façons dont leurs SNCA abordent la protection de la santé des consommateurs tout en garantissant des pratiques loyales dans le commerce, et pourraient réduire les obstacles au commerce et entraîner une utilisation plus efficace des

⁸ CX/FICS 21/25/6 ; CX/FICS 21/25/6 Add.1 ; CX/FICS 21/25/6 Add.2; CRD2 (rapport de la réunion du groupe de travail informel) ; CRD4 (Nouvelle-Zélande, Chili et États-Unis d'Amérique) ; CRD12 (Union africaine) ; CRD14 (Inde) ; CRD16 (Argentine) ; CRD21 (rapport révisé du groupe de travail intrasession).

ressources par les pays importateurs et exportateurs. Il a également proposé que la réunion utilise le document CRD4 pour les discussions.

67. Les États-Unis d'Amérique, coprésidents du GTE, se sont déclarés favorables à cette proposition.
68. La présidente du CCFICS a proposé que la 25e session ait d'abord un échange de vues général, puis examine le document CRD4 section par section, et que les délégués s'efforcent de parvenir à un consensus afin d'harmoniser les divers points de vue.

Discussion

69. Les Membres ont tenu un débat général, notant la pertinence et la complexité des travaux, et rappelant l'importance de préserver les progrès considérables accomplis depuis la 24e session du CCFICS. Toutefois, des différences subsistaient sur un certain nombre de questions en suspens.
70. Les Membres ont formulé les observations générales suivantes :
 - Le processus d'équivalence doit établir un équilibre approprié entre les droits des pays exportateurs et des pays importateurs ;
 - le concept d'équivalence tel que défini dans les accords SPS et OTC de l'OMC appelle des éclaircissements, et il est important de faire la distinction entre les mesures de sécurité sanitaire des aliments et les règlements techniques ;
 - il est nécessaire de forger un consensus sur le sens à donner à l'équivalence de SNCA dans le contexte des accords SPS et OTC de l'OMC ;
 - il importe de respecter le droit souverain des pays importateurs de fixer leurs propres exigences à l'importation ;
 - le préambule pourrait être simplifié.
71. Le Comité a noté que les accords SPS et OTC sont uniques, distincts et différents, mais présentent certaines similitudes et différences.
72. Les Membres ont entamé l'examen de l'avant-projet de directives section par section (CRD4). Cependant, les observations générales énumérées ci-dessus ont continué d'être soulevées tout au long du débat.
73. Le président du GTE a rappelé aux délégués que le document de projet approuvé constitue le fondement des travaux en cours et qu'il indique explicitement que ces travaux couvriraient le double mandat du Codex, à savoir la protection de la santé des consommateurs et les pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires.
74. Les Membres ont entamé un débat et ont cherché à reformuler certaines parties du texte. Ils ont notamment :
 - i) modifié le titre de la section en supprimant le mot « Introduction », supprimé les premier et deuxième paragraphes qui n'étaient plus essentiels pour ces orientations, et réorganisé les paragraphes pour assurer le cheminement logique des concepts ;
 - ii) remanié le préambule pour refléter le fait que les accords SPS et OTC de l'OMC abordent le concept d'équivalence tout en présentant des similitudes et des différences ;
 - iii) aligné un paragraphe sur le texte utilisé dans le document de projet approuvé, à savoir : « Une fois réalisées, les directives faisant l'objet de cette proposition sont destinées à être lues conjointement avec les *Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires* (CXG 26-1997) et les *Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (CXG 47-2003) ».
75. Notant les progrès limités réalisés en plénière, la présidente du CCFICS a proposé de confier à un groupe de travail intrasession la tâche d'examiner les questions en suspens et de suggérer des modifications qui pourraient faciliter l'obtention d'un consensus. Elle a fait savoir au Comité que la présidente du CCFL, Mme Kathy Twardak, avait été priée de faciliter la recherche d'un consensus pendant le GTI. Le président et les coprésidents du GTE devaient assurer la présidence du GTI.
76. Les Membres ont examiné le rapport de ce groupe de travail, reproduit dans le document CRD21, procédé à un échange de vues général et noté que malgré les progrès accomplis, des différences d'opinions fondamentales persistaient dans plusieurs domaines, y compris :
 - l'articulation des dispositions SPS et OTC de l'OMC sur l'équivalence ;
 - la nécessité de préciser les rôles et obligations des pays exportateurs et importateurs en tenant compte des principes de transparence, de traitement équitable et de non-discrimination ;

- la nécessité d'examiner attentivement l'équilibre entre les droits des pays importateurs et les droits des pays exportateurs afin d'éviter d'imposer un fardeau inutile aux pays importateurs, d'où la nécessité de trouver un équilibre à cet égard ;
 - l'importance de veiller à ce que les étapes proposées n'empêchent pas un pays de demander une équivalence à un autre pays, et d'assurer une certaine souplesse dans la mise en œuvre des étapes.
77. Tout en saluant les importants progrès réalisés, la présidente a noté que de nombreuses questions de fond restaient en suspens et que le projet de directives devait donc être remanié et clarifié afin d'écarter des divergences fondamentales.
78. Les avis étaient partagés quant à savoir si l'avant-projet devait être renvoyé à l'étape 2 pour refonte, ou transmis à la Commission, à sa 44e session, pour adoption à l'étape 5.
79. Les délégations ont noté que le GTI d'avait pas revu tout le texte du CRD4 et que le Comité n'avait pas le temps nécessaire pour passer en revue tout le texte du GTI (CRD21).
80. Les délégations favorables à l'avancement du projet de directives à l'étape 5 ont noté que les questions liées aux accords SPS et OTC de l'OMC ne devraient pas bloquer l'avancement des travaux et qu'elles pourraient être traitées à l'étape suivante.
81. Les délégations favorables au renvoi du projet de directives à l'étape 2 pour refonte ont reconnu les progrès accomplis à ce jour, mais ont souligné que le document devait être soigneusement examiné pour s'assurer que toutes les préoccupations avaient été prises en compte.
82. La présidente a noté l'absence de consensus concernant la façon de procéder et a donc proposé que le document soit renvoyé à l'étape 2/3 pour refonte et diffusion pour observations.
83. Le représentant du Chili a fait savoir qu'il comptait quitter son poste de coprésident du GTE et qu'il ne souhaitait pas participer aux travaux proposés concernant la consolidation des directives du Codex relatives à l'équivalence (point 7 de l'ordre du jour). La présidente a donc lancé un appel de candidatures pour pourvoir les deux postes de coprésidents chargés de ce point et du point 7 de l'ordre du jour. Le Kenya est convenu d'accepter le rôle de coprésident avec les États-Unis d'Amérique ces deux travaux.

Conclusion

84. Le CCFICS est convenu, à sa 25e session :
- i. de renvoyer l'avant-projet de Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de systèmes nationaux de contrôle des aliments à l'étape 2/3 en vue de sa refonte et de la clarification des questions soulevées lors de la session, avant sa diffusion pour observations ;
 - ii. de mettre en place un GTE, animé par la Nouvelle-Zélande et coprésidé par les États-Unis d'Amérique et le Kenya, travaillant en anglais seulement, pour faire progresser les travaux, en tenant compte des observations soumises et débattues à la 25e session. Le rapport du GTE devrait être soumis au moins trois mois avant la prochaine session ;
 - iii. de demander que la date de présentation des conclusions du GTE soit reportée à la 26e session du CCFICS.

AVANT-PROJET DE CONSOLIDATION DES DIRECTIVES DU CODEX RELATIVES À L'ÉQUIVALENCE (point 7 de l'ordre du jour)⁹

85. La présidente du CCFICS a attiré l'attention du Comité sur les observations écrites présentées dans le document CX/FICS 21/25/7, notant que le texte recueillait un consensus général sur tous les aspects des travaux proposés concernant la consolidation des directives du Codex relatives à l'équivalence. Elle a toutefois indiqué que la question principale était de savoir si ces travaux devraient se poursuivre en parallèle avec la finalisation du point 6 de l'ordre du jour. Elle a invité le président du GTE à présenter ce point de l'ordre du jour ainsi que les recommandations pertinentes.
86. La Nouvelle-Zélande, intervenant à titre de président du GTE, a présenté le point de l'ordre du jour, rappelant qu'à la suite du report de la 25e session en 2020, le GTE avait poursuivi son analyse des observations formulées en réponse à la lettre circulaire CL 2020/03-FICS. Sur la base de cette analyse, le GTE a fait des progrès sur l'identification initiale et l'évaluation des textes du Codex pertinents pour l'équivalence, ainsi que sur le cadre proposé d'élaboration d'un texte unique consolidé du Codex sur l'équivalence. Le GTE a recommandé que les travaux se poursuivent étape par étape, ajoutant qu'avant de les conclure, il faudrait

⁹ CX/FICS 21/25/7 ; CX/FICS 21/25/7 Add.1; CX/FICS 21/25/7 Add.2; CRD16 (Argentine) ; CRD17 (Sénégal).

préalablement finaliser les travaux en cours portant sur les directives du Codex ayant trait à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de SNCA.

87. Les coprésidents du GTE, à savoir le Chili et les États-Unis d'Amérique, ont rappelé que les recommandations du GTE recueillaient le consensus de l'ensemble de ses membres.
88. Compte tenu des recommandations formulées dans le rapport du GTE et des avis exprimés par la présidente et les coprésidents, le Comité est convenu de faire progresser ce travail, en notant que pour ce faire, il fallait d'abord mener à terme les travaux en cours sur l'élaboration d'un projet de directives sur la reconnaissance et le maintien de l'équivalence de SNCA.
89. En outre, tel que noté au paragraphe 83 ci-dessus, le Chili a fait part au Comité de son intention de quitter la coprésidence de ce GTE, et le Kenya a par la suite été désigné pour le remplacer, aux côtés des États-Unis d'Amérique.

Conclusion

90. Le CCFICS est convenu, à sa 25e session :
 - i. de poursuivre les travaux sur l'avant-projet de consolidation des directives du Codex relatives à l'équivalence, tel qu'énoncé dans le document CX/FICS 21/25/7.
 - ii. de mettre en place un GTE, animé par la Nouvelle-Zélande et coprésidé par les États-Unis d'Amérique et le Kenya, travaillant en anglais seulement, pour poursuivre les travaux de consolidation des directives du Codex sur l'équivalence. Le rapport du GTE devrait être présenté au moins trois mois avant la tenue de la 26e session du CCFICS.

DOCUMENT DE RÉFLEXION SUR LE RÔLE QUE PEUT JOUER LE CCFICS DANS LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE ALIMENTAIRE DANS LE CONTEXTE DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS ET DES PRATIQUES LOYALES DANS LE COMMERCE (point 8 de l'ordre du jour)¹⁰

91. La délégation des États-Unis d'Amérique, assurant la présidence du GTE, a présenté le point de l'ordre du jour et rappelé que la 24e session du CCFICS était convenue de constituer un GTE chargé d'examiner le rôle que peut jouer le CCFICS dans la lutte contre la fraude alimentaire dans le contexte de la sécurité sanitaire des aliments et des pratiques loyales dans le commerce alimentaire. Le GTE avait pour mandat d'effectuer une analyse approfondie des textes pertinents du Codex, relevant ou non du CCFICS, et de proposer de nouveaux travaux relevant du cadre d'action et du mandat du CCFICS à l'occasion de sa 25e session. Le GTE a utilisé un questionnaire pour recueillir les informations qui lui ont servi à élaborer le document de réflexion et à définir le champ d'action des nouveaux travaux. Par ailleurs, un examen approfondi des textes Codex relatifs à la fraude alimentaire a été entrepris, et on a ainsi constaté que cette question était déjà traitée dans de nombreux documents du Codex, notamment dans le *Code de déontologie du commerce international des denrées alimentaires, y compris dans le cadre de transactions à des conditions préférentielles et d'opérations d'aide alimentaire* (CXC 20-1979 rev.), les *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006) ; et les *Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques* (CXG 38-2001).
92. À la suite du report de la 25e session du CCFICS de 2020 à 2021, le GTE a poursuivi ses travaux en analysant les observations formulées en réponse à la lettre circulaire CL 2020/41, en procédant aux mises à jour requises du document de réflexion et en délimitant plus précisément la portée des nouveaux travaux envisageables. Il a recensé un certain nombre de domaines de travail potentiels à inclure dans son champ d'études – par exemple, définitions des termes clés de la fraude alimentaire ; rôles et responsabilités de l'industrie et d'entités gouvernementales en matière de fraude alimentaire ; orientations sur la modernisation des SNCA pour lutter contre la fraude alimentaire et l'adultération intentionnelle des aliments ; identification de technologies et d'outils que les autorités compétentes et l'industrie peuvent utiliser pour détecter les faits de fraude ; examen et mises à jour, selon qu'il convient, des textes existants du Codex pertinents pour le mandat du CCFICS.
93. Les coprésidents du GTE, l'Union européenne, la République islamique d'Iran et la Chine, ont rappelé que les débats sur la fraude alimentaire s'étaient étendus sur plusieurs sessions du CCFICS, que l'enjeu était complexe et qu'il exigeait un examen soigné, et qu'il était temps pour le Codex de réagir à ce défi mondial.
94. La présidente du CCFICS a noté que la question de la fraude alimentaire suscitait beaucoup d'intérêt au sein du Codex et ailleurs, et que le CCFICS devrait chercher à établir un consensus sur le document de projet avant d'entamer de nouveaux travaux sur cette importante question.

¹⁰ CX/FICS 21/25/8 ; CRD8 (République dominicaine, Union européenne, Maroc, Nigéria et Thaïlande) ; CRD12 (Union africaine) ; CRD13 (Mali) ; CRD14 (Inde) ; CRD15 (Malaisie) ; CRD20 (rapport du GTI).

Discussion

95. Les Membres ont d'abord tenu un débat général axé sur les enjeux relevés dans le document de réflexion. Ils ont reconnu que l'idée d'entreprendre de nouveaux travaux sur la fraude alimentaire recueillait beaucoup d'appui, et ont pris acte des avis suivants :
- le champ d'application des travaux devrait être clair, concis et conforme au mandat du CCFICS, et devrait répondre au double mandat du Codex : protéger la santé des consommateurs et assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire ;
 - il conviendrait de tenir compte des champs d'action des autres comités du Codex pour éviter le double emploi, et il conviendrait d'assurer une étroite coordination des actions de ces comités ;
 - certains documents du CCFICS abordent déjà la question de la fraude alimentaire – par exemple, CXG 60-2006 et CXG 38-2001 –, et il importe de veiller à ce que le champ d'application des nouveaux travaux n'empiète pas sur celui d'autres textes du Codex ;
 - il pourrait être nécessaire de réviser et de mettre à jour divers textes du CCFICS – par exemple, CXG 60-2006 et CXG 38-2001, mais ce travail pourrait faire l'objet d'un deuxième volet des travaux du Comité ;
 - la fraude alimentaire est un enjeu émergent qui nécessite un examen attentif puisqu'elle comporte aussi des activités criminelles, qui dépassent le mandat du CCFICS ;
 - la définition de fraude alimentaire pourrait aborder l'enjeu de l'adultération intentionnelle des aliments ;
 - il convient d'inclure des outils qui font déjà appel à la « technologie » ;
 - les orientations relatives à la fraude alimentaire ne devraient pas augmenter la charge des producteurs alimentaires et des autorités compétentes, ni conduire à des entraves au commerce.
96. Les Membres ont examiné l'ébauche de document de projet, noté qu'il convenait d'en clarifier divers aspects, et accepté la proposition de la présidente du CCFICS de confier à un GTI la tâche d'examiner soigneusement le document de projet en vue d'en améliorer la clarté tout en tenant compte des avis exprimés au paragraphe 95 ci-dessus.
97. Un document de projet révisé préparé par le groupe de travail intrasession (CRD20) a servi de point de départ aux débats qui se sont poursuivis en plénière. Les Membres ont approuvé l'ensemble des changements proposés dans le document de projet, et sont en outre convenus de ce qui suit :

Titre

- a) Inclusion dans le titre du mot « contrôle », en reconnaissance du fait que le travail ne devrait pas se limiter à la prévention, et qu'il est aussi important d'inclure des aspects liés au contrôle de la fraude alimentaire.

Objectif et champ d'application des directives proposées

- b) Suppression de la référence à la « technologie », puisque le mot « outils » suffit à répondre au champ d'application proposé.

Principales questions à traiter

- c) confirmation que les travaux devraient se pencher sur les textes relevant du mandat du CCFICS qui pourraient ultérieurement nécessiter un examen et une mise à jour ;
- d) définition des domaines d'orientation relatifs aux SNCA qui pourraient avoir besoin d'être mis à jour ou modifiés à l'issue de ces travaux.

Évaluation au regard des Critères régissant l'établissement des priorités des travaux

- e) Reconnaissance que le document de projet ne devrait pas se limiter aux travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales, mais pourrait s'intéresser aux actions d'autres organisations, au fur et à mesure de la disponibilité d'informations plus détaillées, et décision d'insérer les mots « sans se limiter à » dans le paragraphe c).
98. Un membre a pris acte du fait que pendant les travaux du GTE sur la fraude alimentaire, certains Membres s'étaient interrogés sur la manière de gérer certaines catégories de produits alimentaires moins susceptibles de présenter un risque pour la santé, mais qui devaient néanmoins faire l'objet de contrôles dans une perspective de fraude alimentaire. Certains Membres ont en particulier jugé qu'il pourrait être difficile de déterminer les produits moins susceptibles de nuire à la santé, et de définir les mesures de gestion pertinentes à leur égard. Ce membre a donc proposé de préparer un document de réflexion sur l'élaboration d'une liste indicative de produits qui pourraient être exemptés de l'exigence d'un certificat sanitaire, et proposé des mesures de gestion pertinentes à présenter lors de la 26e session du CCFICS.

99. Les Membres ont noté que le champ d'application des travaux proposés sur la fraude alimentaire était assez large et pourrait ainsi inclure les enjeux évoqués au paragraphe 98, et jugé qu'il n'était donc pas nécessaire pour le moment de lancer d'autres travaux.
100. Les Membres ont aussi pris acte de l'importance de tenir les autres comités du Codex pertinents au courant des travaux réalisés par le CCFICS sur la fraude alimentaire.

Conclusion

101. Le CCFICS est convenu, à sa 25e session :
- i. d'entamer les nouveaux travaux proposés et de transmettre le document de projet sur l'élaboration d'orientations relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire à la Commission, à sa 44e session, pour approbation (annexe IV) ;
 - ii. de constituer un GTE présidé par les États-Unis d'Amérique et coprésidé par la Chine, l'Union européenne, l'Iran et le Royaume-Uni, travaillant en anglais et en espagnol, qui, sous réserve de l'approbation des nouveaux travaux, préparera un avant-projet d'orientations sur la prévention et le contrôle de la fraude alimentaire pour diffusion, observations et examen par la 26e session du CCFICS, en ajoutant que :
 - a. le GTE pourrait devoir se réunir avant la tenue de la 26e session du CCFICS pour traiter de toute question en suspens ;
 - b. le rapport du GTE devrait être présenté au moins trois mois avant la tenue de la prochaine session du CCFICS ;
 - iii. de tenir les autres comités pertinents du Codex informés de l'avancée des nouveaux travaux.

EXAMEN ET MISE À JOUR DE L'ANNEXE A – LISTE DES ENJEUX MONDIAUX ÉMERGENTS (point 9 de l'ordre du jour)¹¹

102. La délégation australienne a présenté le document de réflexion, préparé avec le Canada, en soulignant que les enjeux mondiaux émergents continuent d'être un important facteur devant être pris en compte par le CCFICS, notamment en ce qui concerne leur impact sur les approches et les technologies appliquées par les SNCA. Il a été précisé que l'objectif de ce point de l'ordre du jour était de faciliter une discussion stratégique, tournée vers l'extérieur, en entreprenant de manière périodique un tour d'horizon mondial en vue d'identifier les futurs enjeux, défis et progrès potentiels, afin de s'assurer que le CCFICS est bien positionné pour envisager avec souplesse des nouveaux travaux ou la révision de normes Codex existantes en identifiant et en classant par ordre de priorité les domaines de travail futurs. Le CCFICS devrait tenir compte des différences dans les besoins et les capacités des Membres et de la nécessité que les futures orientations englobent à la fois les composantes essentielles des systèmes nationaux de contrôle des aliments et des approches et technologies nouvelles.
103. Il a été recommandé que le CCFICS :
- prenne note de la liste des enjeux mondiaux émergents reproduite à l'annexe A ;
 - veille à ce que cette liste continue d'être un point permanent de l'ordre du jour de ses prochaines réunions ;
 - continue de confier le rôle de dépositaire de l'annexe A aux Membres, à tour de rôle d'une réunion à l'autre, afin d'en assurer la pertinence continue ; et
 - publie une lettre d'information avant la 26e session pour solliciter l'avis des Membres concernant les enjeux mondiaux émergents à inclure dans l'annexe A.
104. Il a également été recommandé que le CCFICS examine le processus proposé à l'annexe B pour hiérarchiser par ordre de priorité les propositions de nouveaux travaux. Il a enfin été noté que le document avait pour objet d'offrir une certaine souplesse aux Membres en ce qui concerne la façon dont le Comité gère les propositions de nouveaux travaux sans mettre en œuvre un processus onéreux pour le dépositaire de la liste et les Membres du Comité. Le document fournit des idées pour des propositions de nouveaux travaux, si l'ordre du jour du CCFICS le permet, et une voie à suivre s'il doit donner la priorité à plusieurs propositions de nouveaux travaux. Il n'empêche pas non plus que de nouveaux travaux soient soumis pour examen en cas de besoin urgent et imprévu, ni que des enjeux figurant à l'annexe A soient supprimés si le Comité en décide ainsi.

Discussion

¹¹ CX/FICS 21/25/9 ; CRD6 (Australie) ; CRD9 (République dominicaine, Union européenne, Nigéria) ; CRD11 (États-Unis d'Amérique et Royaume-Uni) ; CRD15 (Malaisie).

105. Le Comité a noté :

- a. un large soutien en faveur du maintien de l'annexe A comme point permanent de l'ordre du jour du CCFICS, mais qu'il devrait se limiter aux questions relevant de son mandat et ne pas inclure celles traitées par un autre comité ou groupe spécial du Codex ;
- b. la nécessité d'actualiser la liste des enjeux émergents, compte tenu également de l'expérience acquise lors de la pandémie de COVID-19, et du fait que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) revêt une importance croissante ;
- c. que les membres peuvent contribuer à l'annexe A jusqu'à la 26e session ;
- d. que l'annexe A pourrait être modifiée pour mieux souligner la pertinence du CCFICS ;
- e. qu'à la lumière du paragraphe 5 de l'annexe B, il convenait de clarifier comment l'annexe C et les propositions de nouveaux travaux cadrent avec les annexes A et B ;
- f. que le critère « Impact sur la facilitation du commerce » pourrait être supprimé de la section 7 de l'annexe B, car le critère « Impact sur les pratiques loyales dans le commerce » est suffisant et le maintien des deux pourrait prêter à confusion ;
- g. qu'un groupe de travail se réunira juste avant la prochaine session du CCFICS pour examiner l'annexe A et la hiérarchisation des nouveaux travaux afin de formuler des recommandations à la plénière.

106. La délégation indienne a fait part de son intention, favorablement accueillie par la 25e session, de préparer un document de réflexion ainsi qu'un document de projet présentant des orientations sur le mécanisme de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées, pour examen par la 26e session.

Documents de réflexion sur des propositions de nouveaux travaux

Utilisation des TIC dans les cadres réglementaires (CRD6)

107. La délégation australienne a présenté le document CRD6 sur l'utilisation des TIC dans les cadres réglementaires, une question qui a pris de l'importance avec la pandémie de COVID-19 qui a modifié le paysage commercial et accéléré l'élaboration et l'utilisation de nouvelles mesures de vérification ainsi que l'adoption accrue des nouvelles technologies dans ce domaine. Malgré les défis qu'elle a posés, la pandémie a également suscité des changements positifs à long terme pour soutenir des chaînes alimentaires mondiales résilientes et adaptables. En outre, les organes de réglementation alimentaire ont dû exploiter les possibilités d'utiliser, par exemple, des procédures et des technologies d'audit à distance pour entreprendre la vérification des chaînes alimentaires, et les TIC ont fourni un soutien essentiel aux nouvelles mesures de vérification dans cet environnement. Alors que les pays à travers le monde adoptent ces nouveaux outils à des rythmes différents, il est important pour le CCFICS d'examiner si les organes de réglementation ont besoin d'orientations supplémentaires pour soutenir l'adoption et la mise en œuvre de nouvelles méthodes de vérification dans les SNCA. Il a été recommandé que le CCFICS approuve la création d'un GTE chargé d'élaborer un document de réflexion sur l'utilisation des TIC dans les cadres réglementaires, avec la possibilité d'élaborer également une nouvelle proposition de travail à présenter à la 26e session du CCFICS.
108. Suite à un débat sur la nature de ces travaux, le Comité a noté que le titre devrait être modifié pour se lire ainsi : « Activités d'audit et de vérification à distance dans les cadres réglementaires ».
109. Les Membres ont fermement soutenu la proposition, compte tenu en particulier du contexte actuel marqué par la pandémie de COVID-19. Le Canada et Singapour ont exprimé le désir d'assurer la coprésidence du GTE, qui élaborera le document de réflexion sur l'utilisation des TIC dans les cadres réglementaires.

Orientations sur la traçabilité et le traçage des produits (CRD 11)

110. Les États-Unis d'Amérique ont présenté le document de réflexion CRD11, préparé conjointement avec le Royaume-Uni. Ils ont fait référence au document existant du Codex sur les *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006), qui fournit un ensemble de principes pouvant être utilisés par les autorités compétentes. Ce document ne fournit toutefois pas d'informations détaillées sur la traçabilité et le traçage des produits dans le cadre des SNCA. Ce document ayant été approuvé en 2006 et reflétant la pensée de l'époque, il serait opportun, compte tenu des pratiques émergentes actuelles qui favorisent la protection de la santé publique et l'utilisation efficace des ressources, de le réexaminer pour s'assurer que sa portée et son contenu sont adaptés à son objet.
111. La traçabilité a constitué une étape importante dans la protection de la santé publique et le maintien de pratiques loyales dans le commerce alimentaire, et les nouvelles technologies ont permis d'accroître la protection des consommateurs grâce à la traçabilité et au traçage des produits de bout à bout, notamment en permettant une identification plus rapide des aliments susceptibles de poser des problèmes de santé publique, ce qui permet de les retirer plus rapidement de la chaîne d'approvisionnement et de prévenir les maladies. En

outre, la traçabilité et le traçage des produits de bout à bout amélioreraient également la capacité des exploitants du secteur alimentaire à cibler les produits alimentaires concernés, et réduiraient ainsi le gaspillage alimentaire et le préjudice économique pour l'industrie alimentaire.

112. Bien que le document de réflexion sur la fraude alimentaire mentionne la traçabilité, la traçabilité et le traçage des produits sont importants dans de nombreux autres contextes et devraient donc faire l'objet d'un travail distinct. Il a été recommandé que le CCFICS crée un GTE chargé d'examiner si les *Principes applicables à la traçabilité et au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* doivent être révisés et actualisés, et que ce groupe de travail présente ses recommandations au CCFICS. Dans le cadre des travaux du GTE, il a également été recommandé d'offrir des possibilités de collecte d'informations en coopérant avec les fournisseurs de technologie et le secteur afin de s'informer sur la traçabilité, le traçage des produits et les nouvelles technologies.
113. Les Membres ont marqué leur soutien à la proposition d'un document de réflexion sur la traçabilité et un éventuel document de projet à présenter au CCFICS26.

Conclusion

114. Le CCFICS est convenu, à sa 25e session :
- i. que l'Australie et le Kenya seront les dépositaires de l'annexe A du document sur les enjeux émergents et les orientations futures du CCFICS (CX/FICS 21/25/9) (jusqu'à la 26e session) et de préparer un document actualisé tenant compte des discussions de la 25e session et des observations sollicitées par lettre circulaire ; et de soumettre un rapport comprenant une liste actualisée des enjeux émergents, à la 26e session pour examen ;
 - ii. de demander au Secrétariat du Codex de solliciter par lettre circulaire l'avis des Membres concernant les enjeux mondiaux à inclure dans l'annexe A ;
 - iii. de conserver l'annexe B en tant que document interne du CCFICS pouvant être actualisé en fonction de l'expérience acquise dans le cadre de son utilisation ;
 - iv. de créer un groupe de travail électronique, présidé par l'Australie et coprésidé par Singapour et le Canada, chargé d'élaborer un document de réflexion sur l'« Utilisation d'audit et de vérification à distance dans des cadres réglementaires », avec la possibilité d'élaborer également un nouveau document de projet sur la base des contributions de la 25e session, pour examen par la 26e session ;
 - v. de créer un GTE, présidé par les États-Unis d'Amérique et coprésidé par le Royaume-Uni, chargé d'élaborer un document de réflexion assorti de l'option d'élaborer un document de projet destiné à examiner si les *Principes applicables à la traçabilité et au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006) doivent être révisés et actualisés, et de présenter ses recommandations à la 26e session.

Autres questions (point 10 de l'ordre du jour)

115. La présidente a informé les participants qu'elle quittera la présidence du CCFICS après la 44e session de la Commission et que Mme Nicola Hinder, première secrétaire assistante de la Division des exportations et des services vétérinaires du ministère australien de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement, lui succèdera.
116. Le Comité a remercié Mme Fran Freeman pour son excellent leadership et lui a adressé ses meilleurs vœux de réussite dans ses nouvelles activités.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (Point 11 de l'ordre du jour)

117. La présidente a indiqué que la 26e session du CCFICS devrait se tenir dans 18 mois (en novembre 2022), sous réserve de confirmation par le gouvernement hôte, en consultation avec le Secrétariat du Codex.

Annexe I**LIST OF PARTICIPANTS – LISTE DES PARTICIPANTS – LISTA DE PARTICIPANTES****CHAIRPERSON - PRÉSIDENTE – PRESIDENTA**

Ms Fran Freeman
CCFICS Chair
Department of Agriculture, Water and the Environment
Canberra

CHAIR'S ASSISTANT – ASSISTANTE DE LA PRÉSIDENTE – ASISTENTE DE LA PRESIDENTA

Ms Usha Sriram-Prasad
Director, Codex Contact Point
Department of Agriculture, Water, and the Environment
Canberra, ACT

AFGHANISTAN - AFGANISTÁN

Mr Mohammad Nasir Haidary
Manager of pest ecology
Ministry of Agriculture Irrigation and livestock
Kabul

Ms Rona Hassan Saidy
Manager of Vet. Public Health
Ministry of Agriculture, Irrigation and livestock
Kabul

Mr Ahmad Faridon Kakar
CCP
Ministry of Agriculture, Irrigation and Livestock
Kabul

Dr Souhila Lellou
Chargée du programme contrôle sanitaire aux
frontières.
Ministère de la santé
Alger

Mrs Akila Saadi
Chargée du bureau d'hygiène Alimentaire
Ministère de l'Agriculture et du Développement rural
Alger

Eng Sabah Tibeche
Chef de bureau du Contrôle des produits
Agroalimentaires
Ministère du Commerce
Alger

ALGERIA - ALGÉRIE - ARGELIA

Mr Nourreddine Haridi
Sous-directeur
Ministère du Commerce
Alger

Mrs Amel Adouani
Sous-Directrice chargée de la Valorisation et de la
Promotion des productions Agricoles.
Ministère de l'Agriculture et du Développement rural
Alger

Dr Radia Bensemmane
Point focal des contaminants alimentaires du Codex
Alimentarius
Ministère de la santé
Alger

Mr Ouahiba Kouadria
Point focal du Codex de l'Algérie
Ministère du Commerce
Alger

Mrs Sofia Touadi
Sous -Directrice des Contrôles Techniques
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
Alger

ARGENTINA - ARGENTINE

Mrs Gabriela Alejandra Catalani
Punto Focal del Codex
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca
CABA

Mrs Maria Celeste Acconcia
Técnico
INAL

Mrs Paula Silvana Barreiro
Técnico
SENASA
CABA

Mrs Andrea Valeria Bravo
Técnico
SENASA
CABA

Ms Andrea Calzetta
Técnico
Senasa

Ms Marité Carullo
Técnico
Senasa
CABA

Mrs Carolina Chelmicki
Técnico
INAL

Mr Carlos Martin Colicigno
Técnico del Punto Focal del Codex
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca
CABA

Mrs Ana Massaldi
Técnico
INAL

Mrs Victoria Schriro
Técnico
Instituto Nacional de Alimentos
CABA

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Dr Anna Somerville
Assistant Secretary, Export Standards Branch
Australian Government
Canberra, ACT

Mrs Coral Colyer
Head of Scientific and Regulatory Affairs, South &
West Region
Coca-Cola ASEAN & South Pacific
North Sydney, NSW

Mrs Angela Davies
Manager, Food Safety and Response
Australian Government
Canberra

Ms Nicola Hinder
First Assistant Secretary, Exports and Veterinary
Services Division
Australian Government
Canberra, ACT

Ms Corrina Linton-smith
Assistant Director
Australian Government
Canberra

Ms Nicola Mackey
Assistant Director
Australian Government
Canberra

Ms Tania Martin
Director
Australian Government
Canberra

Mr Matthew Moore
Director
Australian Government
Canberra

Mr Sam Munsie
Director
Australian Government
Canberra

Dr Mohamed Ahmed Omer
Food Technologist
Visy Technology & Innovation Centre
Campbellfield VIC

Mr Mark Phythian
Director
Australian Government
Canberra

Ms Penelope Taylor
Director
Native Soda

AZERBAIJAN - AZERBAÏDJAN - AZERBAIYÁN

Ms Rabiyya Abbaszada
Chief advisor of the International Relations Division of
International Relations and Protocol Department
Azerbaijan Food Safety Agency
Baku

Mr Ilgar Abdullayev
Head of the Quality Management Division of the
Quality Control Department
Azerbaijan Food Safety Institute
Baku

Mr Vusal Amirkhanov
Leading specialist of the Training and Consulting
Division of the Entrepreneurs Services Department
Azerbaijan Food Safety Institute
Baku

Mr Fuad Hajiyev
Leading specialist of the Training and Consulting
Division of the Entrepreneurs Services Department
Azerbaijan Food Safety Institute
Baku

BANGLADESH

Mr Md. Abdul Kayowm Sarker
Chairman
Bangladesh Food Safety Authority
Dhaka

Mr Md. Aminul Islam
Field Officer
Bangladesh Standards and Testing Institution (BSTI)
Dhaka

Mr Zunaid Ahmed
Field Officer
Bangladesh Standards and Testing Institution (BSTI)
Dhaka

Mr Md. Mostak Ahmmed
Assistant Director
Bangladesh Standards and Testing Institution (BSTI)
Dhaka

Mr Md. Ziaul Haque
Assistant Director
Bangladesh Standards and Testing Institution (BSTI)
Dhaka

Mr Md. Rakibul Hasan
Field Officer
Bangladesh Standards and Testing Institution (BSTI)
Dhaka

Mr Mahmudul Hasan Rana
Field Officer
Bangladesh Standards and Testing Institution (BSTI)
Dhaka

Mr Md. Delowar Hossain
Field Officer
Bangladesh Standards and Testing Institution (BSTI)
Dhaka

Mr Md. Jahidur Rahman
Assistant Director
Bangladesh Standards and Testing Institution (BSTI)
Dhaka

Ms Rebeka Sultana
Field Officer
Bangladesh Standards and Testing Institution (BSTI)
Dhaka

Ms Zarin Tasnim Silyi
Field Officer
Bangladesh Standards and Testing Institution (BSTI)
Dhaka

Mr Farhana Zahan Parul
Field Officer
Bangladesh Standards and Testing Institution (BSTI)
Dhaka

BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA

Mr Jacques Inghelram
Expert International Zaken
Federal Agency for the Safety of the Food Chain
Brussels

BELIZE - BELICE

Mrs Delilah Cabb Ayala
COORDINATOR
Belize Agricultural Health Authority

Dr Natalie Gibson
Director Food Safety
Belize Agricultural Health Authority
Belize City

BHUTAN - BHOUTAN - BHUTÁN

Mr Jamyang Phuntsho
Chief Food Safety Officer
Ministry of Agriculture and Forests
Thimphu

Mr Kubir Nath Bhattarai
Deputy Chief Food Safety Officer
Ministry of Agriculture and Forests
Thimphu

BOTSWANA

Mr Alam Mphande
Principal Scientific Officer II
Ministry of Health and Wellness
Gaborone

Ms Lephutshe Ada Senwelo
Senior Scientific officer
Ministry of Health and Wellness
Gaborone

BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL

Mr Andre Luis De Sousa Dos Santos
Chair of the Brazilian Codex Alimentarius Committee
National Institute of Metrology, Quality and
Technology - Inmetro
Rio de Janeiro

Prof Vidal Augusto Zapparoli Castro Melo
PhD Technical Coordinator of GAESI
University of São Paulo

Mr Glauco Bertoldo
Director
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply –
MAPA

Ms Gabriella Calixto Da Silva Guedes Nicacio
Assistant
National Institute of Metrology, Quality and
Technology

Dr Guilherme Antonio Costa Junior
Chair of the Commission
Ministry of Agriculture, Livestock and Food

Ms Fernanda Goncalves Alvares Da Cunha
Federal Inspector
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply –
MAPA

Mr Rafael Vinicius G. C. Lima
Assistant
National Institute of Metrology, Quality and
Technology

Ms Ligia Lobato Ramos Vermelho
Federal Inspector
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply –
MAPA

Mrs Suzany Portal Da Silva Moraes
Health Regulation Specialist
Brazilian Health Regulatory Agency- ANVISA

Mr Rafael Ribeiro Goncalves Barrocas
Federal Inspector
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply -
MAPA
Brasília

Mr Paulo Roque Silva
Researcher
National Institute of Metrology, Quality and
Technology - Inmetro

Ms Elenita Ruttscheidt Albuquerque
Official Inspector
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasília

Mr Fábio Sandon
Federal Inspector
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply –
MAPA

Ms Cláudia Vitória Custodio Dantas
Official Veterinarian
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply
Brasília

Ms Renata Zago Diniz Fonseca
Manager
Brazilian Health Regulatory Agency - ANVISA

Ms Fernanda Zeni Michalski
Official Veterinarian
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply –
MAPA

CANADA - CANADÁ

Mr Rick Flohr
National Manager
Canadian Food Inspection Agency
Ottawa

Ms Reem Barakat
Deputy Director, International Standards Setting
Section
Canadian Food Inspection Agency
Ottawa

Mr Jason Glencross
International Policy Analyst
Canadian Food Inspection Agency
Ottawa

Ms Meghan Quinlan
Manager, Bureau of Policy, Interagency and
International Affairs
Health Canada
Ottawa

Ms Kathy Twardek
Acting Senior Director
Canadian Food Inspection Agency
Ottawa, Ontario

Mrs Alison Wereley
Senior Policy Analyst
Canadian Food Inspection Agency
Ottawa

CHILE - CHILI

Mr Jorge Soto
Asesor Técnico
Ministerio de Economía, Comercio y Turismo
Santiago

Mr Gonzalo Aranda
Profesional Subdepartamento de Acuerdos
Internacionales
Ministerio de Agricultura
Santiago

Mr Fernando Catalan
Asesor Técnico
Ministerio de Relaciones Exteriores
Santiago

Ms Claudia Espinoza
Profesional Subdepartamento de Acuerdos
Internacionales
Ministerio de Agricultura
Santiago

Mr Diego Varela
Coordinador Asuntos Internacionales.
Ministerio de Agricultura
Santiago

Ms Roxana Vera Muñoz
Jefa Subdepartamento de Acuerdos Internacionales
Ministerio de Agricultura
Santiago

CHINA - CHINE

Mr Zhaoyin Zhu
Deputy Director General
Bureau of Import and Export Food Safety, General
Administration of Customs, P. R. China
Beijing

Mr Wai Yan Chan
Scientific Officer (Emergency Response)
Centre for Food Safety, Food and Environmental
Hygiene Department, HKSAR Government

Mr Yi Han
First Consultant
Bureau of Import and Export Food Safety, General
Administration of Customs, P. R. China
Beijing

Mr Yang Jiao
Senior Engineer
International Inspection and Quarantine Standards
and Technical Regulations Research Center of
General Administration of Customs
Beijing

Mr Ching Kan, Jackie Leung
Assistant Director (Risk Management)
Centre for Food Safety, Food and Environmental
Hygiene Department, HKSAR Government

Mr Heping Li
Senior Engineer
Food Inspection & Quarantine Center, Shenzhen
Customs District, P.R.C

Mr Chun Hung Lui
Chief Health Inspector (Import/Export)²
Centre for Food Safety, Food and Environmental
Hygiene Department, HKSAR Government

Mrs Hanyang Lyu
Assistant Researcher
China National Center For Food Safety Risk
Assessment
Beijing

Mrs Fangfang Sun
Engineer
International Inspection and Quarantine Standards
and Technical Regulations Research Center of
General Administration of Customs
Beijing

Mrs Jing Tian
Researcher
China National Center For Food Safety Risk
Assessment
Beijing

Mr Gang Wang
Division Director
Bureau of Import and Export Food Safety, General
Administration of Customs, P. R. China
Beijing

Prof Jing Zeng
Professor
Science and Technology Center of China Customs
Beijing

Prof Zhaohui Zhang
Professor
Science and Technology Research Center of China
Customs
Beijing

Mr Zhifei Zhang
Deputy Director
Department of consumer goods industry, Ministry of
industry and information technology
Beijing

COLOMBIA - COLOMBIE

Dr Claudia Patricia Forero Niño
Profesional especializada
Instituto Nacional de Vigilancia de Medicamentos y
Alimentos - Invima
Bogotá

Eng Maria Claudia Jimenez
Profesional especializada
Instituto Nacional de Vigilancia de Medicamentos y
Alimentos - Invima
Bogotá

Eng Blanca Cristina Olarte Pinilla
Profesional especializada
Ministerio de Salud y Protección Social
Bogotá

Eng Adriana Pérez Posada
Profesional especializada
Instituto Nacional de Vigilancia de Medicamentos y
Alimentos - Invima
Bogotá

COSTA RICA

Mrs Amanda Lasso Cruz
Asesor Codex
Ministerio de Economía Industria y Comercio
San José

Mrs Melina Flores Rodríguez
Asesor Codex
Ministerio de Economía Industria y Comercio
Tibás

CUBA

Mrs Mayra Martí Pérez
Jefa de departamento de higiene de los alimentos
Dirección Nacional de Sanidad Ambiental del
Ministerio de Salud Pública
La Habana

Mr Angel Manuel Casamayor León
Especialista en Regulaciones Técnicas y Calidad
Dirección Regulaciones Técnicas y Calidad
La Habana

Ms Mariela Cue Ladron De Guevara
Directora
Ministerio Comercio Exterior y la Inversión Extranjera
La Habana

Ms Rocio Hernandez Dustó
Jefa de Grupo de Calidad
MINAL
La Habana

CÔTE D'IVOIRE

Mr Delah Hugues Peti
Regulatory and scientific affairs manager
Nestle
Abidjan

**DOMINICAN REPUBLIC - RÉPUBLIQUE
DOMINICAINE - REPÚBLICA DOMINICANA**

Dr Luís Martínez
Encargado departamento de alimentos
Dirección General Medicamentos, Alimentos y
Productos Sanitarios, en Ministerio de Salud Pública
Santo Domingo, D.N.

Mr Modesto Buenaventura Blanco
COORDINADOR NORMAS ALIMENTICIAS
MINISTERIO DE SALUD PÚBLICA Y ASISTENCIA
SOCIAL (MSP)
SANTO DOMINGO

Eng Pedro De Padua
Supervisor Nacional Alimentos
Ministerio de Salud Pública y Asistencia Social (MSP)
Santo Domingo, D. N.

Dr Francelyn Pérez
Encargada División Análisis de Riesgo
Ministerio de Agricultura de la República Dominicana
Santo Domingo

Mrs Ángela Urbáez
Enc. Departamento Normalización
Instituto Dominicano para la Calidad (INDOCAL)
Santo Domingo, D.N.

ECUADOR - ÉQUATEUR

Mr Andres Quiroz
Director de Negociaciones de Medidas Sanitarias y
Fitosanitarias y Obstáculos Técnicos al Comercio
Ministerio de Producción, Comercio Exterior,
Inversiones y Pesca
Quito

Mr Israel Vaca Jiménez
Analista de certificación de producción primaria y
buenas prácticas
Ministerio de Agricultura y Ganadería - MAG
Quito

Ms Daniela Vivero
Analista de certificación de producción primaria y
buenas prácticas
Ministerio de Agricultura y Ganadería - MAG
Quito

EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO

Eng Mohamed Abdelfatah Abobakr Teliba
Food Standards Specialist
Egyptian Organization for Standardization and Quality
(EOS)
Cairo

Dr Marwa Abdelwahab
Legal Consultant
The National Food Safety Authority - Egypt
Cairo

Dr Nader Elbadry
Phytosanitary Specialist
Central Administration of Plant Quarantine (CAPQ)
Giza

Dr Faten Soliman
Veterinary Officer
General Organization for Veterinary Services
Giza

EL SALVADOR

Mrs Raquel Martinez
Directora Técnica
Organismo Salvadoreño de Reglamentación Técnica-
OSARTEC
San Salvador

Mr Josué Daniel Lopez Torres
Especialista Codex Alimentarius
Organismo Salvadoreño de Reglamentación Técnica-
OSARTEC
San Salvador

ESTONIA - ESTONIE

Mrs Maia Radin
Head of the Bureau
Ministry of Rural Affairs
Tallinn

Mrs Svetlana Jankovenko
Adviser
Ministry of Rural Affairs
Tallinn

**EUROPEAN UNION - UNION EUROPÉENNE -
UNIÓN EUROPEA**

Mr Risto Holma
Senior Administrator
European Commission
Brussels

FIJI - FIDJI

Dr Bhaheerathan Kanagasapapathy
Acting Chief Veterinary Officer
Biosecurity Authority of Fiji
Suva

Ms Achal Kumar
TBC
TBC

Ms Deepika Lata
Microbiologist
Biosecurity of Fiji Authority
Suva

Mrs Elisha Mala
Senior Economic Planning Officer
Ministry of Agriculture
Suva

Mr Mavoa Mate
Coordinator Border
Biosecurity Authority of Fiji
Suva

Mr Netava Raidre
Surveillance Coordinator
Biosecurity Authority of Fiji
Suva

Mr Jainesh Ram
BAF Entomologist
Biosecurity Authority of Fiji
Suva

FRANCE - FRANCIA

Mrs Camille Pineau
adjointe au Chef du bureau des négociations
européennes et multilatérales (BNEM)
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation Paris
Paris

GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA

Dr Hartmut Waldner
Deputy Head of Unit
Federal Ministry of Food and Agriculture Bonn
Bonn

Ms Anne Beutling
Officer in the German Codex Contact Point
Federal Ministry of Food and Agriculture Berlin
Berlin

Dr Klaus Lorenz
Head of Unit
Federal Office of Consumer Protection and Food
Safety Berlin

GUYANA

Ms Tandeka Barton
Senior Analytical Officer
Government Analyst Food and Drug
Georgetown

Ms Cynthia Baldeo
Technical Officer
Guyana National Bureau of Standards
Georgetown

HONDURAS

Ms Mirian Bueno
Sub Directora General de Inocuidad Agroalimentaria
SENASA
Tegucigalpa

Mrs Liza María Madrid
Coordinadora Técnica del Organismo Hondureño de
Acreditación
Sistema Nacional de Calidad
Tegucigalpa

Mr Francisco Matamoros
Supervisor Nacional de Frutas y Hortalizas
Servicio Nacional de Sanidad e Inocuidad
Agroalimentaria
Tegucigalpa

Ms Norma Lucía Urquía
Secretaría Técnica de Codex Honduras
Servicio Nacional de Sanidad e Inocuidad
Agroalimentaria
Tegucigalpa

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA

Ms Dóra Niebling
Officer
Ministry of Agriculture
Budapest

Dr Gábor Wyszoczky
Veterinary and food safety attaché
Foreign Ministry

INDIA - INDE

Dr J S Reddy
Additional Director
Ministry of Commerce & Industry
NEW DELHI

Mr Pushp Vanam
Joint Director
Food Safety and Standards Authority of India
Delhi

Mr Sabeerali A M
Assistant Director (T)
Export Inspection Council

Dr K. Alagusundaram
DDG (Engg.)
Indian Council of Agricultural Research

Mr Ganesh Vishweshwar Bhat
Technical Officer
Food Safety and Standards Authority of India
NEW DELHI

Mr Rijo Johny
Scientist-B, Quality Evaluation Laboratory
Spices Board
Mumbai

Mrs Soumya K.v
Scientist-B
Spices Board

Mr Perumal Karthikeyan
Deputy Director
Food Safety and Standards, Authority of India
New Delhi

Dr Vijay Kumar
Regional Officer
Ministry of Agriculture & Farmers Welfare, Govt. of India

Mr Manikandhan M
Assistant Director
Spices Board

Mr Rajesh Maheshwari
CEO
National Accreditation Board for Certification Bodies (NABCB)

Mr Anil Mehta
Joint Director
Food Safety and Standards Authority of India, Ministry of Health & Family Welfare
New Delhi

Ms Varsha Misra
Deputy Director
National Accreditation Board for Certification Bodies (NABCB)

Mr R. Naveen Kumar
Technical Officer-C
Indian Council of Medical Research (ICMR)

Ms Sakshee Pipliyal
Assistant Director (Technical)
Food Safety and Standards Authority of India
New Delhi

Mr Devendra Prasad
Deputy General Manager
Ministry of Commerce & Industry, Government of India
New Delhi

Mr Harish Kumar R K
Assistant Director (Technical)
Food Safety and Standards Authority of India
New Delhi

Mr Surender Singh Raghav
Joint Director
Food Safety and Standards Authority of India

Dr Amit Sharma
Director
Food Safety and Standards, Authority of India
New Delhi

Dr K K Sharma
Member secretary, MPRNL scheme
Department of Agriculture, cooperation and Farmers welfare
New Delhi

Mrs Ratna Shrivastava
Assistant Director (Technical)
Food Safety and Standards Authority of India
New Delhi

Mr Parmod Siwach
Assistant Director (T)
Export Inspection Council
New Delhi

Dr Mr Sudharshan
Chairperson, Codex Committee on Spices and
Culinary Herbs, Former Director (Research)
SPICES BOARD INDIA
COCHIN

Dr Neetu Taneja
Asst Professor, Food Microbiology;
National Institute of Food Technology
Entrepreneurship and Management (NIFTEM)

Ms Sapna Tomar
Assistant Director
Spices Board

Mr Dhanesh V
Technical Officer
Food Safety and Standards Authority of India
Delhi

INDONESIA - INDONÉSIE

Mrs Rr. Dyah Palupi
Director of Standardization and Quality Control
Ministry of Trade Republic of Indonesia
Jakarta

Mr Sukoco -
Coordinator for Standardization Institution Division
Ministry of Trade Republic of Indonesia
Jakarta

Mrs Duma Olivia Bernadette
Sub Coordinator for International Standardization
Institution
Ministry of Trade Republic of Indonesia
DKI Jakarta

Prof Purwiyatno Hariyadi
Vice Chairperson of the Codex Alimentarius
Commission
Bogor Agricultural University (IPB)
Bogor

Mrs Heny Irawati
Head Section of Traceability
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Ms Rika Rahma Puspitasari
Staff
Ministry of Trade Republic of Indonesia
Jakarta

Mr Heru Susilo
Sub coordinator of animal product impor
Indonesia Agricultural Quarantine Agency
Jakarta

Mrs Rindayuni Triavini
Coordinator of Agricultural Quarantine Cooperation
Ministry of Agriculture
Jakarta

Mrs Nuri Wulansari
Codex Contact Point Secretariat
National Standardization Agency of Indonesia
Jakarta

IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) - IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') - IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)

Mrs Farahnaz Ghollasi Moud
D.G
Institute of Standards & Industrial Research of Iran
Tehran

Dr Mohammad Hossein Shojaee Aliabadi
Senior Scientific Adviser of ISIRI
Institute of Standards & Industrial Research of Iran
Tehran

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Ms Lorna Meaney
Senior Veterinary Inspector
Department of Agriculture, Food and the Marine
(DAFM)

Mr Andrew Guthrie
Senior Veterinary Inspector
Department of Agriculture, Food and the Marine
(DAFM)

ITALY - ITALIE - ITALIA

Mr Giulio Cardini
Senior Officer
Ministero Politiche Agricole Alimentari e Forestali e del
Turismo
Rome

Ms Anna Beatrice Ciorba
Official veterinarian
Ministry of Health
Rome

Mrs Silvia De Bertoldi
Funzionario agrario
Ministry of Agricultural Food and Forestry Policies
Rome

Mr Ciro Impagnatiello
Senior Officer
Ministry of Agricultural Food and Forestry Policies
Rome

Mr Nicola Santini
Doctor of Veterinary Medicine
Ministry of Health
Rome

JAMAICA - JAMAÏQUE

Mr Damian Rowe
Senior Plant Quarantine/SPS Enquiry Point Officer
Ministry of Agriculture and Fisheries

Eng Mustafa Abdellatif
Engineer CC
JSMO
Amman

JAPAN - JAPON - JAPÓN

Mr Makoto Kanie
Director
Ministry of Health, Labour and Welfare
Tokyo

Eng Aseel Matar
Engineer CC
JSMO
Amman

Mr Takumi Adachi
Deputy Director
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

Eng Nessma Shannak
Head of food Industries Division
JSMO
Amman

Ms Asuka Horigome
Science Officer
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

KAZAKHSTAN - KAZAJSTÁN

Mr Zeinulla Sharipov
expert on veterinary and phytosanitary, KZ Codex
Team
Ministry of Healthcare the Republic of Kazakhstan
Astana

Dr Tomoko Ishibashi
Director, International Standards Office
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

KENYA

Ms Josephine Simiyu
Deputy Director
Agriculture and Food Authority
Nairobi

Ms Satoko Murakami
Deputy Director
Ministry of Health, Labour and Welfare
Tokyo

Dr George Abong
Senior Lecturer
University of Nairobi
Nairobi

Mr Takeshi Nukui
Deputy Director
Ministry of Health, Labour and Welfare
Tokyo

Mr Lawrence Aloo
Chief Biochemist
Ministry of Health
Nairobi

Ms Aya Orito-nozawa
Associate Director
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

Mr Leonard Kimtai
Food Safety Officer
Ministry of Health
Nairobi

Mr Yasuhiro Suzuki
Section chief
Ministry of Health, Labour and Welfare
Tokyo

Ms Maryann Kindiki
Manager, National Codex Contact Point
Kenya Bureau of Standards
Nairobi

Dr Hajime Toyofuku
Professor
Yamaguchi University
Yamaguchi

Mr Max Mutuku
Laboratory Analyst
National Public Health Laboratories
Nairobi

JORDAN - JORDANIE - JORDANIA

Eng Barah Al-hiary
Acting Director of certification department
JSMO
Amman

Ms Lucy Namu
Head Analytical Chemistry Laboratory and Food
Safety
Kenya Plant Health Inspectorate Services
Nairobi

Dr Lucy Njue
Senior Lecturer
University of Nairobi

KUWAIT - KOWEÏT

Mr Salah Al Bazzaz
Technical Advisor
Permanent Representation of Kuwait to FAO & WFP

Dr Jeehan Alestad
First Secretary
Permanent Representation of Kuwait to FAO & WFP

Mr Ziad Ammar
Technical Support
Permanent Representation of Kuwait to FAO & WFP

Mr Yousef Juhail
Permanent Representative of Kuwait to FAO & WFP
Permanent Representation of Kuwait to FAO & WFP

KYRGYZSTAN - KIRGHIZISTAN - KIRGUISTÁN

Mrs Dinara Aitmurzaeva
Head of Standardisation Division, CCP in Kyrgyzstan
Center for Standardization and Metrology under The
Ministry of Economy of the Kyrgyz Republic
Bishkek

LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC – RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO REPÚBLICA DEMOCRÁTICA POPULAR LAO

Mrs Viengxay Vansilalom
Deputy director
Ministry of health
Vientiane

LEBANON - LIBAN - LÍBANO

Ms Mariam Eid
Vice-Chair of the Codex Alimentarius Commission
Codex

MADAGASCAR

Ms Mialitiana Razafy Andrianirinarisoa
DOCTORANTE
Université d'Antananarivo
Antananarivo

Mrs Voniarisoa Razafindramary Rahanjavelo
EXPERT -CHEF DE SERVICE LABORATOIRES
MINISTÈRE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET
DE LA PECHE
ANTANANARIVO

MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA

Mrs Nor Kamilah Mohd Alwi
Deputy Director
Ministry of Health Malaysia
Wilayah Persekutuan Putrajaya

Ms Ruhana Abdul Latif
Senior Principal Assistant Director
Ministry of Health Malaysia
Putrajaya

Ms Raizawanis Abdul Rahman
Principal Assistant Director
Ministry of Health Malaysia
Putrajaya

Ms Zuraini Adam
Deputy Director of Export Branch
Ministry of Health Malaysia
Putrajaya

Ms Norrani Eksan
Director
Ministry of Health Malaysia
Wilayah Persekutuan Putrajaya

Ms Nuraini Ghaifullah
Senior Assistant Director
Ministry of Health Malaysia
Wilayah Persekutuan Putrajaya

Dr Yew Ming Koh
President
Malaysian Institute of Food Technology (MIFT)
Selangor

Ms Siti Fatimah Leham
Assistant Director
Ministry of Health Malaysia
Putrajaya

Mrs Faridah Malik Shari
Deputy Director
Ministry of Health Malaysia
Wilayah Persekutuan Putrajaya

Mrs Norhidayah Othman
Principal Assistant Director
Ministry of Health Malaysia
Putrajaya

Ms Rafeah Sibil
SENIOR PRINCIPAL ASSISTANT DIRECTOR
Ministry of Health Malaysia
Putrajaya

MALI - MALÍ

Mr Mahmoud Camara
Chargé du Service Central de Liaison du Codex pour
le Mali
Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des
Aliments
Bamako

MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO

Dr Porfirio Álvarez Torres
 Director Ejecutivo de Programas Especiales
 COFEPRIS
 CDMX

Mrs María Teresa Cervantes Ramírez
 Subdirectora de Exportaciones
 SENASICA/SADER
 Ciudad de México

Ms Mariana Jiménez Lucas
 Verificadora-Dictaminadora Sanitaria
 COFEPRIS
 Ciudad de México

Mr Guillermo Arroyo Gómez
 Verificador-Dictaminador Sanitario
 COFEPRIS
 Ciudad de México

Ms Zoila Erika Castellanos Bravo
 Jefe de Departamento de Organismo Internacionales
 en Materia Zoonitaria
 SENASICA/SADER
 Ciudad de México

Ms María Luisa Castellanos Cárdenas
 Coordinadora en área de alimentos
 COFEPRIS
 Ciudad de México

Mrs María Consuelo Dueñas Sansón
 Subdirectora de Negociaciones y Organismos
 Internacionales en Materia Zoonitaria
 COFEPRIS
 Ciudad de México,

Ms Dalila Yvvet Fernández Hernández
 Enlace de Alto Nivel de Responsabilidad en Inocuidad
 de Alimentos
 COFEPRIS
 Ciudad de México

Mr Carlos Eduardo Garnica Vergara
 Gerente de Asuntos Internacionales en Inocuidad
 Alimentaria
 COFEPRIS
 Ciudad de México

Mr Lamberto Osorio Nolasco
 Subdirector Ejecutivo de Importaciones y
 Exportaciones
 COFEPRIS
 Ciudad de México

Mr Gaona López Rubén
 Director de Inspección en Puertos, Aeropuertos y
 Fronteras
 Servicio Nacional de Sanidad, Inocuidad y calidad
 Agroalimentaria SENASICA

MOROCCO - MAROC - MARRUECOS

Dr Moujanni Abdelkarim
 Chief of Sanitary and Phytosanitary Watch and Market
 Access
 National Office of Food Safety (ONSSA)

Mrs Samira Elkoubya
 Ingénieur DCPVOV/DCPA
 ONSSA
 RABAT

Mr Younes Maakoul
 Chef de Division Registre des Exportateurs
 Morocco Foodex

Dr Ihssane Beqqali Himdi
 Chef de la Division de la Normalisation et des
 Questions SPS
 Office National de Sécurité Sanitaire des Produits
 Alimentaires
 rabat

Dr Abdellilah El Abbadi
 Head of Control Service for Animal Products and By-
 Products and Animal Food
 ONSSA
 Rabat

Dr Sanae Ouazzani
 Ingénieur en Chef
 Office National de Sécurité Sanitaire des Produits
 Alimentaires
 Rabat

Mr Mustapha Rami
 Head of border control service
 NATIONAL OFFICE OF FOOD SAFETY (ONSSA)
 Agadir

NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAÍSES BAJOS

Mr Erik Bosker
 Senior Policy Officer
 Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality

Mr Harm-jan Van Burg
 Senior Advisor
 Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality
 Deventer

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE - NUEVA ZELANDIA

Mrs Cherie Flynn
 Principal Adviser
 Ministry for Primary Industries
 Wellington

Dr Bill Jolly
 Chief Assurance Strategy Officer
 Ministry for Primary Industries
 Wellington

Ms Ann Oliver
Senior Adviser
Ministry for Primary Industries
Wellington

Mr Raj Rajasekar
Senior Programme Manager
Codex Coordinator and Contact Point for New Zealand
Wellington

Ms Lisa Ralph
Senior Policy Analyst
Ministry for Primary Industries

Ms Anna Tyler
Manager
Ministry for Primary Industries
Wellington

NIGERIA - NIGÉRIA

Dr Umakaltume Abubakar
Assistant Director (Commodity Certification)
Federal Ministry of Agriculture and Rural Development
Abuja

Mrs Eva Obiageli Edwards
Deputy Director
National Agency for Food and Drug Administration and
Control
Lagos

Mrs Amina Haliru
Standards Officer
Standards Organisation of Nigeria

Dr Chinyere Ijeoma Ikechukwu-eneh
Deputy Director (Commodity Certification)
Federal Ministry of Agriculture and Rural Development
Abuja

Mrs Olanrewaju Olaotan Olaobaju
Chief Regulatory Officer
National Agency for Food and Drug Administration and
Control (NAFDAC)
Lagos

Mrs Fyne Joy Uwemedimo-okita
Senior Officer (Standards)
Standards Organisation of Nigeria (SON)
Abuja

NORTH MACEDONIA - MACÉDOINE DU NORD - MACEDONIA DEL NORTE

Mr Blazo Janevski
Head of Department
Food and Veterinary Agency
Skopje

NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA

Mrs Vigdis Synnøve Veum Møllersen
Senior Adviser
Norwegian Food Safety Authority
Oslo

PANAMA - PANAMÁ

Eng Joseph Gallardo
Ingeniero de Alimentos / Punto de Contacto Codex
Ministerio de Comercio e Industrias
Panamá

Eng Carmela Castillo
Jefa de la Oficina de Cooperación Técnica
Internacional
Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos
Panamá

Mrs Leticia De Núñez
Jefe de la Sección de Análisis de Alimentos y Bebidas
del Instituto Especializado de Análisis
UP (Universidad de Panamá)
Panamá

Eng Hildegard Mendoza
Gerencia
Cámara Panameña de Alimentos
Panamá

Eng Omaris Vergara
Directora de la Escuela de Ciencias y Tecnología de
Alimentos
UP (Universidad de Panamá)
Panamá

PAPUA NEW GUINEA - PAPOUASIE-NOUVELLE- GUINÉE - PAPUA NUEVA GUINEA

Mr Elias Taia
Program Manager
Department of Agriculture & Livestock
Port Moresby

PARAGUAY

Ms Maria Ines Ibarra Colman
Codex Contact Point
INTN Paraguay
Asunción

Prof Edita Acosta
Jefa
INAN
Asunción

PERU - PÉROU - PERÚ

Mr Juan Carlos Peralta Deza
coordinador titular del CCFICS
DIGESA
LIMA

Mrs Mary Felipe Jauregui
Asesor técnico
INACAL
Lima

Mr Javier Neptali Aguilar Zapata
especialista
SENASA
La Molina

Mr Arturo Aivar Guillén
Asesor técnico
SANIPES
lima

Mr Ernesto José DÁvila Taboada
Asesor técnico
ADEX (Asociación de exportadores)
Lima

Mr Marcelo Valverde Arevalo
Especialista en requisitos técnicos al comercio exterior
Ministerio de Comercio Exterior y Turismo
LIMA

PHILIPPINES - FILIPINAS

Ms Neilda Aquino
Member, SCFICS
Department of Agriculture (DA)

Dr Cheryl Rose Cayad-an
Senior Meat Control Officer
Department of Agriculture
Quezon City

Dr Theresa Wenceslao
Member, SCFICS
Department of Agriculture

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Ms Magdalena Kowalska
Main expert
Agricultural and Food Quality Inspection
Warsaw

PORTUGAL

Mr Henrique Carvalho
Senior Technician
Directorate-General for Food and Veterinary (DGAV)
Lisboa

Mrs Andreia Alvarez Porto
Permanent Representation of Portugal to the EU

Ms Catarina Bruno Soares
Senior Technician
Directorate-General for Food and Veterinary (DGAV)
Lisboa

Mr Miguel Cardo
Deputy Director-General
Directorate-General for Food and Veterinary (DGAV)
Lisboa

Ms Outi Tyni
Political administrator
EU Council Secretariat
Brussels

REPUBLIC OF KOREA - RÉPUBLIQUE DE CORÉE - REPÚBLICA DE COREA

Mr Dong Sung An
Deputy Director
Ministry of Food and Drug Safety

Ms Jeong-ha An
Assistant Director
Ministry of Food and Drug Safety

Mr Kwanyong Jeon
Deputy Director of Animal Quarantine Division, APQA
Ministry of Agriculture Food and Rural Affairs
(MAFRA), Republic of Korea

Ms Ga Ye Kim
CODEX Researcher
Ministry of Food and Drug Safety

Ms Min Ji Kim
CODEX Researcher
Ministry of Food and Drug Safety

Ms Hyun Jung Kim
SPS Researcher
Ministry of Agriculture

Mr Seunghwa Lee
Scientific Officer, National Agricultural Products
Quality Management Service (NAQS)
Ministry of Agriculture Food and Rural Affairs
(MAFRA)

Ms Ji Min Park
CODEX Researcher
Ministry of Food and Drug Safety

Ms Youn Kyoung Ra
Deputy Director of Import Risk Assessment Division,
APQA
Ministry of Agriculture Food and Rural Affairs
(MAFRA), Republic of Korea

Ms Jihye Yang
Researcher
Ministry of Oceans and Fisheries (MOF)

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Mr Dragos Briciu
Councillor
National Sanitary Veterinary and Food Safety
Authority
Bucharest

Mrs Ana Maria Popa
Permanent Representation of Romania to the EU in
Brussels

RUSSIAN FEDERATION - FÉDÉRATION DE RUSSIE - FEDERACIÓN DE RUSIA

Mrs Mariya Dyachenko
Deputy head of department
All-Russian Research Institute of Fishery and
Oceanography
Moscow

SAINT LUCIA - SAINTE-LUCIE - SANTA LUCÍA

Mrs Tzarmallah Haynes-joseph
Head of Department
Saint Lucia Bureau of Standards
Castries

SENEGAL - SÉNÉGAL

Mrs Ndeye Maguette Diop
Chef de Bureau
Association Senegalaise de Normalisation
Dakar

Mrs Mame Diarra Faye
Point de Contact National
Comite National Codex
Dakar

Mr Moctar Sambe
Chef de Division
Direction du Commerce Interieur
Dakar

SINGAPORE - SINGAPOUR - SINGAPUR

Dr Astrid Yeo
Senior Director
Singapore Food Agency

Ms Lay Har Chua
Deputy Director
Singapore Food Agency

Mr Chuan Seng Ng
Assistant Director
Singapore Food Agency

Ms Jannie Wan
Deputy Director
Singapore Food Agency

Dr Yelin Wong
Deputy Director
Singapore Food Agency

SLOVAKIA - SLOVAQUIE - ESLOVAQUIA

Mr Robert Hačko
Head of Department
State Veterinary and Food Administration of the
Slovak Republic
Bratislava

SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA

Ms Olga Zorko
Undersecretary
MAFF - Administration for Food Safety, Veterinary
Sector and Plant Protection
Ljubljana

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA

Ms Penelope Campbell
Director: Food Control
Department of Health
Pretoria

Mr Deon Jacobs
Principal Inspector
National Regulator for Compulsory Specifications
Cape Town

Ms Thandeka Zulu
Technical Specialist
National Regulator for Compulsory Specifications
Cape Town

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Ms Ana María Sanz Fernández
Jefa de Servicio
Dirección General de Salud Pública-Ministerio de
Sanidad
Madrid

Mr Jorge Juste Ortega
Jefe de Área
Dirección General de Sanidad de la Producción
Agraria - Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación (MAPA)
Madrid

SRI LANKA

Dr Dedunu Fernando
Medical Officer
Ministry of Health
Pitakotte

SURINAME

Mr Faizel Wilnis
managing director
Ministry of Agriculture, Animal Husbandry and Fisheries

Ms Nareerat Junthong
Assistant Executive Director
Thai Frozen Foods Association
Bangkok

SWEDEN - SUÈDE - SUECIA

Dr Eva Fredberg Bawelin
Principal Regulatory Officer, DVM
Swedish Food Agency
Uppsala

Ms Sanida Khoonpanich
Standards Officer, Professional Level
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Ms Kularb Kimsri
Member of Food Processing Industry club
The Federation of Thai Industries
Bangkok

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Dr Erik Fröhlicher
Head Import/Export
Federal Food Safety and Veterinary Office FSV
Bern

Mr Manat Larpphon
Standards Officer, Expert Level
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

SYRIAN ARAB REPUBLIC – RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE – REPÚBLICA ARABE

Dr Balsam Jreikous
Quality manger
Syndian Company
Latakia

Ms Kittiporn Phuangsuk
Standards Officer, Practitioner Level
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Ms Thanarat Piyawarakorn
Agricultural Research Officer
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA

Mr Pisan Pongsapitch
Secretary General
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Mr Ramet Sae-lhao
Agricultural Research Office, Practitioner Level
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Ms Pitchaporn Achawawongtip
Executive Director
Thai Food Processors' Association
Bangkok

Ms Oratai Silapanapaporn
Advisor
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Mrs Usa Bamrungbhuet
Advisor
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Dr Kingduean Somjit
Head of Establishment Inspection Unit
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Dr Songkhla Chulakasian
Veterinarian, Senior Professional Level
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Ms Katchaporn Temyord
Veterinary Expert
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Ms Jarunee Intrasook
Food and Drug Technical Officer
Ministry of Public Health
Nonthaburi

Dr Nanthiya Unprasert
Advisor
Thai Chamber of Commerce
Bangkok

Ms Rajitphan Jantarach
Pharmacist
Ministry of Public Health
Nonthaburi

TOGO

Mr Bawim Abga
Ingénieur Agronome
Togo

Dr Danto Ibrahim Barry
Vétérinaire
Togo

**TRINIDAD AND TOBAGO - TRINITÉ-ET-TOBAGO -
TRINIDAD Y TABAGO**

Mr Farz Khan
Chief Chemist and Director Food and Drugs
Chemistry Food and Drugs Division
Ministry of Health
Port of Spain

Mr Adrian Mccarthy
Director of Food Drugs
CFDD

Ms Wendyann Ramrattan
Chemist
Ministry of Health; Chemistry/Food and Drugs Division
Port of Spain

TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ

Mrs Narjes Maslah Hammar
Directrice Générale
Centre Technique de l'agro-alimentaire
Tunis

Mrs Narjes Mhajbi
Directrice Générale
Centre Technique de l'agro-alimentaire
Tunis

Mrs Manahel Akkari
fonctionnaire
Ministère de l'Agriculture et des Ressources
Hydrauliques

Mrs Fatma Arfaoui
Responsable
Ministère de l'Agriculture et des Ressources
Hydrauliques

Mrs Sana Jaballah
Directrice
Centre Technique de l'Agro Alimentaire
Tunis

Mr Imed Jaouadi
Directeur
Ministère de l'Agriculture et des Ressources
Hydrauliques

TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA

Mrs Nilüfer Dural
Food Engineer
Ministry of Agriculture and Forestry
Ankara

UGANDA - OUGANDA

Ms Pamela Akwap
Senior Standards Officer
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

Mr Willy Baliraine
Quality Assurance Officer
Uganda Coffee Development Authority
Kampala

Mr Philip Kahuma
Head Product Certification Division
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

Mr Hakim Baligeya Mufumbiro
Principal Standards Officer
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

Mr John Wabuzibu Mwanja
Principal Agricultural Inspector
Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries
Kampala

Mr Andrew Othieno
Manager Standards Department
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

Mr Isaac Walakira
Surveillance Officer
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

**UNITED ARAB EMIRATES - ÉMIRATS ARABES
UNIS - EMIRATOS ARABES UNIDOS**

Eng Ahlam Al Mannaei
Agricultural Engineer
ESMA

**UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI - REINO
UNIDO**

Mr Mike O'Neill
Head of Codex Policy and Strategy
Food Standards Agency
London

Mr Ron Mcnaughton
Head of Food Crime and Incidents
Food Standards Scotland

Ms Laura Phelps
Head of Regulatory, International and Legislative
Strategy Unit
Food Standards Agency

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA - RÉPUBLIQUE-
UNIE DE TANZANIE - REPÚBLICA UNIDA DE
TANZANÍA**

Mr Lawrence Chenge
Ag. Head Agriculture and Food Standards
Tanzania Bureau of Standards
Dar Es Salaam

Ms Lilian Gabriel
Standards Officer
Tanzania Bureau of Standards
Dar Es Salaam

Ms Eugenia Kibasa
Quality Assurance Officer
Tanzania Bureau of Standards
Dar Es Salaam

**UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE – ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Ms Mary Stanley
Head of Delegation
U.S. Department of Agriculture, Food Safety and
Inspection Service
Washington DC

Dr Robert Ahern
Director, WTO Agricultural Affairs
Office of the U.S. Trade Representative (USTR)
Washington, DC

Mr Bryce Carson
Program Analyst
USDA
Lakewood, Colorado

Mr Matthew Casper
International Trade Specialist
Foreign Agricultural Service
Washington, DC

Ms Megan Crowe
Senior International Economist
U.S. Department of Commerce
Washington, DC

Ms Caroline Smith Dewaal
Senior Manager
Global Alliance for Improved Nutrition
Washington, DC

Ms Marsha Echols
Director
World Food Law Institute

Mr Nicholas Gardner
Vice President, Codex and International Regulatory
Affairs
U.S. Dairy Export Council
Arlington, VA

Ms Kristen Hendricks
International Issues Analyst
U.S. Department of Agriculture
Washington, DC

Mr John Kelly
Dairy Products Marketing Specialist
United States Department of Agriculture
Washington, DC

Ms Katherine Meck
International Policy Analyst
U.S. Food and Drug Administration
College Park

Ms Lisa Romano
Deputy Director
Food and Drug Administration (FDA)
Rockville

Dr Joseph Scimeca
SVP, Regulatory and Scientific Affairs
International Dairy Foods Association
Washington, DC

Ms Jenny Stephenson
Consumer Safety Officer
NOAA Seafood Inspection Program
Silver Spring, MD

Ms Jennifer Thomas
Senior Advisor
U.S. Food and Drug Administration, Center for Food
Safety and Applied Nutrition
College Park, MD

Mr Richard White
Consultant
Corn Refiners Association
Bradenton, FL

URUGUAY

Dr Cecilia Da Silva
Departamento de Control de Comercio Internacional
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca

Eng Rosana Diaz
Ingeniera Agrónoma
Minsiterio de Ganadería, Agricultura y Pesca

Eng Matías Grinschpun
Inegniero Agrónomo
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca

Dr Laura Lapitz
Departamento de Comercio Internacional
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca

Dr Agustín Mattos
Dirección
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca

**VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF) -
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) -
VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)**

Mrs Roxana Abreu
Líder de Asuntos Internacionales
Servicio Autónomo Nacional de Normalización,
Calidad, Metrología y Reglamentos Técnicos
(SENCAMER)

Mrs Mary July León
Directora de Acreditación
Servicio Autónomo Nacional de Normalización,
Calidad, Metrología y Reglamentos Técnicos
(SENCAMER)

Ms Stephanny Peña
Coordinadora de Temas Codex
Servicio Autónomo Nacional de Normalización,
Calidad, Metrología y Reglamentos Técnicos
(SENCAMER)

Mr Edwin Aliendres
Técnico comité de importación y exportación
Servicio Autónomo de Contraloría Sanitaria (SACS)

Ms Suzel Arenas
Técnico comité de importación y exportación
Servicio Autónomo de Contraloría Sanitaria (SACS)

Ms Joely Celis
Profesional
Servicio Autónomo Nacional de Normalización,
Calidad, Metrología y Reglamentos Técnicos
(SENCAMER)

Mrs Lourdes De Pescoso
Directora General FONDONORMA
FONDONORMA

Ms Alexandra López
Profesional
Servicio Autónomo Nacional de Normalización,
Calidad, Metrología y Reglamentos Técnicos
(SENCAMER)

Ms Laura Navarro
Coordinadora de Vigilancia y Control
Servicio Autónomo de Contraloría Sanitaria (SACS)

Mrs Lysmar Sánchez
Directora de Normalización
Servicio Autónomo Nacional de Normalización,
Calidad, Metrología y Reglamentos Técnicos
(SENCAMER)

Mr José Álvarez
Pasante
SENCAMER

VIET NAM

Mrs Dang Duyen Mai Bui
Country Manager, Corporate and Government Affairs
Mondelez Kinh Do Vietnam
HOCHIMINH

Mrs Thi Huong Dang
Official
VINACERT COMPANY
Hanoi

Mr Hoang Vinh Le
Regulatory Affairs Lead
Nutrition & Biosciences Vietnam
Ho Chi Minh

Mr Nguyen Ngoc Anh Toan
Official
Quality Assurance and Testing Center 3
Ho Chi Minh

Mrs Nguyen Thi Minh Ha
DEPUTY HEAD
VIETNAM CODEX OFFICE
Hanoi

Mrs Gia Nhi Nguyen Tran
Official
VINACERT COMPANY
HANOI

AFRICAN UNION (AU)

Mr John Oppong-otoo
Food Safety Officer
African Union Interafrican Bureau for Animal
Resources
Nairobi

Ms Diana Oyena Ogwal Akullo
Policy Officer
Africa Union
Addis Ababa

**CARIBBEAN AGRICULTURAL HEALTH AND FOOD
SAFETY AGENCY (CAHFSA)**

Mrs Juliet Goldsmith
Plant Health Specialist
Caribbean Agricultural Health and Food Safety
Agency
Paramaribo

EAST AFRICAN COMMUNITY (EAC)

Ms Stella Apolot
PRINCIPAL STANDARDS OFFICER
EASC AFRICAN COMMUNITY SECRETARIAT

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION
ON AGRICULTURE (IICA)**

Mrs Ana Marisa Cordero
Head
IICA

Mr Eric Bolanos
ESPECIALISTA SAIA
IICA
Vázquez de Coronado

Dr Lisa Harryninan
Agricultural Health and Food Safety Specialist
IICA
Couva

**ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA VIGNE
ET DU VIN (OIV)**

Mrs Tatiana Svinartchuk
Head of Unit
OIV
Paris

WORLD CUSTOMS ORGANIZATION (WCO)

Mr Tejo Kusuma
Technical officer
World Customs Organization

Mr Kyungchan Park
Technical Attache
World Customs Organization

AACC INTERNATIONAL

Dr Anne Bridges
Scientific Director
AACC International

**ASSOCIATION EUROPÉENNE POUR LE DROIT DE
L'ALIMENTATION / EUROPEAN FOOD LAW
ASSOCIATION (AEDA/EFLA)**

Mr Martin Mcneese
Member
European Food Law Association

THE CONSUMER GOODS FORUM (CGF)

Ms Anne Gerardi
Senior Project Manager
The Consumer Goods Forum

FOOD INDUSTRY ASIA (FIA)

Ms Teresa Lo
Regulatory Affairs Manager
Food Industry Asia

**FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES VINS ET
SPIRITUEUX (FIVS)**

Mr Jonathan Breach
Global Head of Quality and Regulatory Affairs at
Accolade Wines
FIVS

Ms Katherine Bedard
Director, International Public Policy at Wine Institute
FIVS

INTERNATIONAL CO-OPERATIVE ALLIANCE (ICA)

Mr Yuji Gejo
Officer
International Co-operative Alliance

Mr Kazuo Onitake
Senior Scientist, Department of Quality Assurance
International Co-operative Alliance
Tokyo

**INTERNATIONAL COUNCIL OF BEVERAGES
ASSOCIATIONS (ICBA)**

Mr Sunil Adsule
Director, Regulatory
The Coca-Cola Company
Atlanta

Ms Mamta Arora Budhiraja
Regulatory Affairs India Region
PepsiCo
Gurgaon

Ms Jacqueline Dillon
Senior Manager
PepsiCo
Chicago, IL

Ms Paivi Julkunen
ICBA Codex Policy Advisor
International Council of Beverages Associations
Washington, DC

Dr Trevor Phister
Principal Scientist
PepsiCo
Leicester

Ms Kimberly Turner
Manager – Food Safety Regulatory
The Coca-Cola Company
Atlanta

INSTITUTE OF FOOD TECHNOLOGISTS (IFT)

Mrs Isolde Aubuchon
Technical Director
ABM Cocktails
New Albany

Dr Janet Collins
Vice President
Motif Food Works Inc
Boston

Mr Blake Harris
Sr. Food Traceability Manager
IFT
Chicago

**INTERNATIONAL FRUIT AND VEGETABLE JUICE
ASSOCIATION (IFU)**

Mr David Hammond
Chair Legislation Commission
International Fruit and Vegetable Juice Association
(IFU)
Paris

Mr John Collins
Executive Director
International Fruit and Vegetable Juice Association
Paris

**INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH
INSTITUTE**

Dr Anne Mackenzie
CCP
IFPRI
Mahone Bay

SSAFE

Dr Himanshu Gupta
Vice President of SSAFE
SSAFE

**UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT
ORGANIZATION (UNIDO)**

Dr Samuel Godefroy
Senior Food Regulatory Expert
UNIDO

FAO PERSONNEL

Ms Catherine Bessy
Food Safety and Quality Officer
Food and Agriculture Organization of the U.N.
Rome

Ms Eleonora Dupouy
Food Safety Officer
FAO

WHO PERSONNEL

Ms Haruka Igarashi
Technical Officer
World Health Organization (WHO)
Geneva

**HOST GOVERNMENT SECRETARIAT -
AUSTRALIA**

Mrs Danielle Davis
Assistant Director, Codex Contact Point
Australian Government
Canberra, ACT

Mr Max De Kantzow
Graduate
Australian Government
Canberra

Ms Anu Edirisuriya
Project Officer
Australian Government
Canberra

Mr Rodgar Keogh
Program Manager
Australian Government
Canberra

CODEX SECRETARIAT

Mr Patrick Sekitoleko
Food Standards Officer
Codex Alimentarius Commission
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Rome

Dr Hilde Kruse
Senior Food Standards Officer
Codex Alimentarius Commission
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Rome

Ms Gracia Brisco
Food Standards Officer
Codex Alimentarius Commission
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Rome

Mr David Massey
Special Advisor
Codex Alimentarius Commission
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Rome

Mr Roberto Sciotti
Record and Information Management Officer
Codex Alimentarius Commission
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Rome

Mrs Jocelyne Farruggia
Office Assistant
Codex Alimentarius Commission
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Rome

Ms Ilaria Tarquinio
Programme Assistant
Codex Alimentarius Commission
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Rome

Ms Florence Martin De Martino
Clerk
Codex Alimentarius Commission
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Rome

Ms Elaine Raher
Office Assistant
Codex Alimentarius Commission
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Rome

Mr Robert Damiano
Office Assistant
Codex Alimentarius Commission
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Rome

Annexe II**PROJET DE PRINCIPES ET DIRECTIVES POUR L'ÉVALUATION
ET L'UTILISATION DE PROGRAMMES VOLONTAIRES D'ASSURANCE PAR DES TIERS****(Adoption à l'étape 8)****A: PRÉAMBULE**

1. Les exploitants du secteur alimentaire (ESA) ont pour premiers rôle et responsabilité de gérer la sécurité sanitaire de leurs produits et de se conformer aux exigences réglementaires applicables aux aliments relevant de leur contrôle. Les autorités compétentes exigent que les ESA démontrent qu'ils ont mis en place des contrôles et procédures efficaces pour protéger la santé des consommateurs et garantir des pratiques loyales dans le commerce alimentaire. De nombreux ESA utilisent des systèmes d'assurance de la qualité, y compris des programmes volontaires d'assurance par de tiers (APTV) afin de réduire les risques dans la chaîne d'approvisionnement et valider les résultats en matière de sécurité sanitaire des aliments.
2. Les principes et directives concernant les systèmes nationaux de contrôle des aliments du Codex¹² prévoient que les autorités compétentes tiennent compte des systèmes d'assurance de la qualité dans leur système national de contrôle des aliments (SNCA). Les autorités compétentes peuvent à cet effet décider de conclure un accord avec un propriétaire d'APTV pour utiliser les informations/données produites par le programme d'APTV afin de soutenir leurs contrôles réglementaires. Elles doivent toutefois s'assurer que toute information/donnée qu'elles prévoient d'utiliser soit fiable et réponde à leurs besoins.
3. Ces directives sont destinées à assister les autorités compétentes dans leur examen de programmes d'APTV. Elles fournissent un cadre et des critères destinés à évaluer l'intégrité et la crédibilité des structures de gouvernance de programmes d'APTV, ainsi que la fiabilité des informations/données produites par ces programmes en appui des objectifs d'un SNCA. Lorsqu'elles procèdent à une telle évaluation, les autorités compétentes devraient être guidées par l'usage qu'elles entendent faire des informations/données du programme d'APTV et ne devraient appliquer que les critères d'évaluation pertinents pour cet objectif.
4. Les informations/données fiables d'un programme d'APTV peuvent généralement servir à améliorer le profil de risques des secteurs, et, dans certaines circonstances, d'un ESA particulier. Cette démarche peut mener à une hiérarchisation plus intelligente de l'utilisation des ressources publiques en se basant sur des données, et les ESA participant à des programmes robustes d'APTV peuvent bénéficier d'une réduction appropriée, en fonction des risques, de la fréquence et de l'intensité des contrôles réglementaires, p.ex. inspection, échantillonnage. Inversement, des ESA ou secteurs moins performants peuvent faire l'objet d'un renforcement des contrôles officiels réglementaires sur la base de tendances identifiées grâce aux informations/données partagées par le propriétaire de l'APTV.

B: CHAMP D'APPLICATION

5. Les présentes directives sont destinées à aider les autorités compétentes à évaluer efficacement et à utiliser de manière transparente les informations/données fiables d'un programme d'APTV au sein de leurs frontières nationales pour soutenir les objectifs de leurs SNCA.
6. Les directives se concentrent sur la structure, la gouvernance et les composants de programmes d'APTV qui s'alignent sur et soutiennent les objectifs du SNCA en matière de protection de la santé des consommateurs et d'assurance des pratiques loyales dans le commerce alimentaire.
7. Les directives n'imposent pas aux autorités compétentes d'utiliser les réalisations de programmes d'APTV, et n'imposent pas non plus l'utilisation des informations/données d'un programme d'APTV sur les ESA, c.-à-d. qu'elles soulignent que la décision de l'autorité compétente d'utiliser les informations/données d'un programme d'APTV est volontaire.
8. Les directives ne s'appliquent pas aux systèmes d'inspection officiels ou aux systèmes de certification officiels gérés par des agences gouvernementales habilitées à réglementer ou chargées de faire respecter le droit. Elles ne s'appliquent pas non plus à des 13 organismes de certification officiellement agréés qui certifient l'application d'une norme réglementaire pour laquelle la conformité est obligatoire.
9. Les directives ne sont pas destinées à être appliquées à des normes privées qui font l'objet d'accords contractuels commerciaux entre des acheteurs et des vendeurs. Elles ne s'appliquent pas non plus à des

¹²¹³CXG: Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires.

composants de programmes d'APTV qui se situent hors du champ d'application ou des exigences de l'autorité compétente.

10. Les présentes directives ne constituent pas une approbation, une reconnaissance ou un agrément de programmes d'APTV. Les autorités compétentes peuvent adopter des approches autres que celles décrites dans les présentes directives lorsqu'elles examinent comment elles peuvent prendre en compte des informations / données de programmes d'APTV dans le ciblage fondé sur une analyse des risques de leurs contrôles réglementaires.

C: DÉFINITIONS¹⁴

Aux fins du présent document, on entend par :

Évaluation : une procédure pour déterminer la présence ou l'absence d'une certaine condition ou d'un certain composant, ou encore dans quelle mesure une condition est remplie. (CXG 91-2017)

Accréditation : une attestation délivrée par une tierce partie, ayant rapport à un organisme d'évaluation de la conformité, constituant une reconnaissance formelle de la compétence de ce dernier à réaliser des activités spécifiques. (Adaptation de l'ISO/IEC 17000:2020)

Organisme d'accréditation : un organisme faisant autorité qui procède à l'accréditation (Adaptation de l'ISO/IEC 17000:2020)

Audit : un examen méthodique et indépendant dans son fonctionnement qui sert à déterminer si les activités et les résultats obtenus satisfont aux objectifs préétablis. (CXG 20-1995)

Organisme de certification : un organisme tiers d'évaluation de la conformité exploitant un service de certification. (Adaptation de l'ISO/IEC 17065:2012).

Évaluation de la conformité : la démonstration que des exigences spécifiées sont satisfaites. (Adaptation de l'ISO/IEC 17000:2020)

Gouvernance : les processus et mécanismes par lesquels des organisations sont administrées, en particulier comment elles sont dirigées, contrôlées et conduites, y compris comment les systèmes de gestion sont structurés et séparés pour éviter d'éventuels conflits.

Inspection : l'examen de denrées alimentaires ou de systèmes de contrôle des denrées alimentaires, des matières premières, de la transformation et de la distribution, y compris les essais en cours de transformation et les essais sur le produit fini, visant à vérifier qu'ils sont conformes aux exigences. (CXG 20-1995)

Revue : une vérification de la pertinence, de l'adéquation et de l'efficacité des activités de sélection et de détermination et de leurs résultats en ce qui concerne la satisfaction d'exigences spécifiées. (Adaptation de l'ISO/IEC 17000:2020)

Exigence spécifiée : un besoin ou une attente formulés. (Adaptation de l'ISO/IEC 17000:2020)

Norme d'APTV : les exigences spécifiées comprises dans le programme d'APTV.

Programme volontaire d'assurance par des tiers : un dispositif autonome comprenant la propriété d'une norme qui peut utiliser des exigences nationales/internationales; une structure de gouvernance pour la certification et l'évaluation de la conformité qui prévoit des audits réguliers sur site des exploitations d'ESA pour en vérifier la conformité à la norme et à laquelle l'ESA peut participer à titre volontaire.

Propriétaire d'APTV : la personne ou l'organisation responsable d'élaborer et d'assurer la maintenance d'un programme d'APTV spécifique. (Adaptation de l'ISO IEC 17065)

D : PRINCIPES

11. Lorsqu'elles examinent le rôle potentiel de programmes d'APTV et de l'éventuelle contribution de leurs informations/données à la conformité d'ESA par rapport aux exigences réglementaires et aux objectifs plus larges du SNCA, les autorités compétentes devraient se laisser guider par les principes suivants :

Principe 1 Planification et prise de décision

- Les autorités compétentes conservent toute discrétion sur le mode de prise en compte éventuelle des informations/données provenant de programmes d'APTV dans le cadre de leurs activités de supervision, d'inspection et de contrôle réglementaires, pour la planification et le processus de prise de décision.

Principe 2 Rôle et responsabilités

¹⁴ Reposant (en partie) sur l'EN ISO/IEC 17000 'Évaluation de la conformité -- Vocabulaire et principes généraux'

- Les autorités compétentes conservent la responsabilité de maintenir une supervision appropriée de la mise en œuvre des exigences et contrôles réglementaires, et notamment des mesures de mise en application, indépendamment de la participation d'ESA à des programmes d'APTV.

Principe 3 Transparence des politiques et processus

- Tout accord relatif à l'utilisation des informations/données d'un programme d'APTV pour appuyer les objectifs d'un SNCA, y compris les critères d'évaluation, devrait reposer sur des politiques et des processus transparents conformément au Principe 3 des CXG 82-2013¹⁵.

Principe 4 Cadre réglementaire

- La norme d'APTV, ses audits et inspections ne remplacent pas les exigences ou les contrôles réglementaires effectués par l'autorité compétente et peuvent venir en complément des contrôles réglementaires.

Principe 5 Caractère proportionné

- La profondeur et l'étendue de toute évaluation du programme d'APTV devrait correspondre à l'utilisation prévue des informations/données du programme d'APTV.

Principe 6 Confidentialité

- Les autorités compétentes devraient garantir la confidentialité des informations/données partagées par les propriétaires d'APTV conformément aux exigences légales pertinentes de leurs pays.

Principe 7 Éviter un fardeau aux exploitants du secteur alimentaire

- Les processus et politiques de l'autorité compétente pour l'utilisation des informations/données d'un programme d'APTV ne devraient pas directement ou indirectement imposer aux ESA des exigences, des coûts ou des restrictions supplémentaires allant au-delà des exigences réglementaires.

E: RÔLES, RESPONSABILITÉS ET ACTIVITÉS PERTINENTES

12. Les rôles et responsabilités de tous les participants de la chaîne alimentaire ne devraient pas changer suite à la décision d'une autorité compétente de tenir compte dans son SNCA d'informations/données fiables d'un programme d'APTV relatives à protection de la santé des consommateurs et à l'assurance de pratiques loyales dans le commerce alimentaire.

1) Les autorités compétentes

- a. Assument les responsabilités statutaires relatives aux exigences réglementaires fixées dans le SNCA, selon la recommandation du document CXG 82-2013.
- b. Peuvent envisager d'utiliser les informations/données générées par les programmes d'APTV pour atteindre les objectifs de leur SNCA.
- c. Mettent en place et exécutent les contrôles réglementaires, leur fréquence/intensité ainsi que les activités imposant leur l'application à tous les ESA, qu'ils participent ou non à un programme d'APTV.
- d. Devraient clairement décrire l'utilisation faite des informations/données de programmes d'APTV au sein de leurs SNCA.
- e. Devraient veiller à ce que tout accord visant à utiliser les informations/données du programme d'APTV soit totalement transparent.
- f. Devraient disposer de mécanismes vérifier la crédibilité et la fiabilité continues des informations/données du programme d'APTV.
- g. Devraient être attentives aux conflits d'intérêts potentiels ainsi qu'à leur impact sur la fiabilité des informations/données du programme d'APTV.
- h. Devraient maintenir la confidentialité des informations/données partagées par le propriétaire d'APTV, conformément au cadre législatif du pays.

2) Les exploitants du secteur alimentaire (ESA)

¹⁵Tous les aspects d'un système national de contrôle des aliments devraient être transparents et ouverts à l'examen de toutes les parties prenantes, tout en respectant, selon qu'il convient, les exigences légales relatives à la protection de la confidentialité des informations. Les considérations de transparence s'appliquent à tous les participants de la chaîne alimentaire, ce qui peut être réalisé par le biais d'une documentation et d'une communication claires.

- a. Ont pour premiers rôles et responsabilités de gérer la sécurité sanitaire de leurs produits alimentaires et de se conformer aux exigences réglementaires relatives aux aliments relevant de leur contrôle.
- b. Doivent démontrer qu'ils disposent de contrôles et procédures effectifs pour répondre aux exigences réglementaires.
- c. Peuvent décider de participer à des programmes d'APTV pour satisfaire aux besoins de leurs entreprises, faire la démonstration de la conformité aux normes pertinentes en matière de sécurité sanitaire des aliments, et fournir aux parties prenantes pertinentes une assurance indépendante de l'intégrité de leurs produits ou de leurs systèmes de production.
- d. Sont les propriétaires des informations/données produites par le programme d'APTV.
- e. Ne se trouvent pas en situation de conflits d'intérêts pour l'exploitation du programme d'APTV.

3) Les propriétaires d'assurances volontaires par des tiers

- a. Sont responsables de la mise en œuvre des mécanismes de gouvernance d'un programme d'APTV, qui peuvent comprendre l'utilisation de normes nationales/internationales ainsi que des audits et certifications accrédités indépendants.
- b. Doivent rendre des comptes aux ESA participants et leur communiquer que les informations/données produites par le programme d'APTV peuvent être partagées avec les autorités compétentes.
- c. Disposent de mécanismes pour partager les informations/données avec l'autorité compétente, conformément au processus établi par les propriétaires d'APTV et l'autorité compétente.
- d. Disposent de politiques et de processus pour le partage des informations/données du programme d'APTV avec les autorités compétentes, tels que la notification de l'ESA.
- e. Disposent de politiques et de processus permettant d'alerter l'autorité compétente de tout risque significatif pour la santé publique ou de tromperie de consommateurs liés à des cas de non-conformité d'un ou plusieurs ESA.
- f. Disposent de politiques et processus permettant de se prémunir contre d'éventuels conflits d'intérêts entre les propriétaires d'APTV, les auditeurs et les ESA, et sont en mesure de prouver le respect des obligations en matière de protection des données.

F: CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA CRÉDIBILITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DE PROGRAMMES D'APTV

13. Les autorités compétentes qui décident d'utiliser des informations/données de programmes d'APTV pour aider à éclairer leurs SNCA devraient s'assurer que les informations/données du programme d'APTV sont fiables et répondent à leurs besoins. À cette fin, elles peuvent procéder à une évaluation complète ou partielle de la crédibilité et de l'intégrité du programme d'APTV, qui correspond à l'utilisation qu'elles prévoient de faire des informations/données du programme d'APTV. Lorsqu'elles procèdent à une telle évaluation, les autorités compétentes devraient choisir dans la liste ci-dessous les critères appropriés pour l'utilisation qu'elles prévoient de faire des informations/données du programme d'APTV, comme point de départ de l'évaluation, et s'assurer que le programme d'APTV les a mis en œuvre de manière exhaustive pour garantir des résultats positifs.

1) Mécanismes de gouvernance

- a. Les mécanismes de gouvernance et les responsabilités du programme d'APTV sont-ils clairement définis et documentés ?
- b. Les mécanismes de supervision sont-ils structurés de manière à éviter d'éventuels conflits d'intérêts ?
- c. Le programme d'APTV dispose-t-il de mécanismes de contrôle de la gestion permettant de garantir une mise en œuvre et un suivi cohérents et efficaces ?
- d. Le programme d'APTV possède-t-il un accord d'accréditation avec un organisme d'accréditation ayant un statut¹⁶, une reconnaissance et une crédibilité au niveau international ? Dans la négative, comment le propriétaire d'APTV garantit-il que les organismes de certification ont les capacités et les compétences pour travailler efficacement ?

¹⁶ Par exemple : le Forum international d'accréditation (*International Accreditation Forum - IAF*), et le dispositif ILAC de coopération internationale entre accréditeurs de laboratoires de (*International Laboratory Accreditation Co-operation*), ISO/IEC 17011.

2) Accréditation d'organismes de certification

- a. Le programme d'APTV dispose-t-il d'une procédure indépendante permettant de garantir l'utilisation d'organes de certification dûment accrédités?
- b. L'organisme de certification est-il accrédité pour le programme d'APTV conformément à la norme d'accréditation pertinente?
- c. L'accréditation d'organismes de certification pour le programme d'APTV fait-elle l'objet de revues et de renouvellements périodiques?
- d. L'organisme d'accréditation évalue-t-il l'organisme de certification pour le programme d'APTV en utilisant des normes pertinentes et reconnues à l'échelle internationale¹⁷?

3) Processus de normalisation

- a. Les propriétaires d'APTV fixent-ils leurs propres normes ou utilisent-ils des normes d'assurance nationales ou internationales?
- b. Quel est le degré de cohérence entre ces normes d'APTV et les normes du Codex ou d'autres normes internationales pertinentes et/ou des exigences réglementaires nationales applicables?
- c. Les normes d'APTV contiennent-elles des exigences spécifiées destinées à protéger les consommateurs en matière de sécurité sanitaire des aliments et de pratiques loyales dans le commerce alimentaire?
- d. Les normes d'APTV ont-elles été élaborées grâce à un processus de consultation transparent impliquant des experts et parties prenantes pertinents et reflétant l'éventail des processus des entreprises du secteur visé?
- e. La gouvernance de ces normes d'APTV est-elle ouverte et transparente, et ces normes font-elles l'objet de revues régulières afin d'assurer leur mise à jour?
- f. Les normes d'APTV sont-elles rédigées de manière que leur conformité puisse être évaluée ?

4) Évaluation de la conformité

- a. Le programme d'APTV comprend-il des procédures écrites relatives à la fréquence, la méthodologie, les audits annoncés et non annoncés, et aux exigences en matière de compétence des organismes de certification ?
- b. Le programme d'APTV requiert-il une évaluation de la conformité d'après la norme selon un cycle régulier donné, p.ex. audits annuels des ESA participants d'après un cadre adéquat d'assurance de la qualité ?
- c. Le programme d'APTV est-il doté de procédures pour garantir que les auditeurs aient et conservent la compétence requise pour un auditeur ?
- d. Le programme d'APTV comprend-il un système transparent pour identifier les ESA conformes à la norme (p.ex. certification) ?

5) Réponses aux cas de non-conformité

- a. Les mécanismes de gouvernance du programme d'APTV comprennent-ils des procédures clairement définies pour gérer les cas de non-conformité par rapport aux normes du programme d'APTV, les manquements à la mise en œuvre d'actions correctives pour rectifier les non-conformités, et d'autres situations où des sanctions (par exemple, le retrait de la certification de l'ESA) pourraient être requises ?
- b. Les mécanismes de gouvernance comprennent-ils un système de revue des rapports d'audits, de revue des décisions relatives aux cas de non-conformité, d'utilisation potentielle de sanctions, et une procédure d'appel ?

6) Partage de données et échange d'informations

- a. Existe-t-il une liste mise à jour des ESA participants (y compris leur statut) dont la conformité à la norme d'APTV a été certifiée ou vérifiée, et ces informations sont-elles à la disposition de l'autorité compétente ? Ces informations sont-elles disponibles dans le domaine public, par exemple grâce à une base de données accessible au public ?

¹⁷

Quelques exemples: ISO/IEC 17020, ISO/IEC 17065 ou ISO/IEC 17021-1 complétée par l'ISO/TS 22003

- b. Sous réserve des dispositions de la législation nationale sur la vie privée, le propriétaire d'APTV informe-t-il immédiatement l'autorité compétente lorsqu'il prend connaissance d'un risque significatif pour la santé publique ou d'une tromperie du consommateur ?
- c. Le propriétaire de l'APTV a-t-il l'autorisation de partager des informations/données sur des ESA avec les autorités compétentes et cela est-il conforme aux obligations nationales de protection des données ?
- d. Le propriétaire d'APTV informe-t-il l'autorité compétente de tout ESA qui cesse de participer soit directement, soit grâce à une plate-forme accessible sur internet ?
- e. Le propriétaire d'APTV accepte-t-il de notifier l'autorité compétente de tout changement apporté au programme d'APTV, et notamment, mais sans y être limité : la norme, la gouvernance, la certification, l'échange d'informations et les mécanismes d'accréditation ?
- f. Le propriétaire du programme d'APTV partage-t-il des informations/données relatives à la conformité à la norme lorsque celle-ci s'aligne sur les exigences réglementaires pour éclairer le SNCA ?
- g. Si les données sont disponibles en format électronique, existe-t-il des mécanismes adéquats pour maintenir la sécurité des données ?
- h. Le propriétaire d'APTV dispose-t-il d'un protocole pour conserver les informations/données ?

G: APPROCHES RÉGLEMENTAIRES POUR L'UTILISATION D'INFORMATIONS/DE DONNÉES DE PROGRAMMES D'APTV

14. La présente section présente des exemples de considérations relatives au processus et des options de politiques qui s'offrent aux autorités compétentes lorsqu'elles mettent en place des accords avec des propriétaires d'APTV pour utiliser les informations/données de programmes d'APTV. Elle contient également des exemples d'utilisations pratiques que les autorités compétentes peuvent envisager de faire des informations/données de programmes d'APTV pour soutenir les objectifs de leurs SNCA.

1) Considérations relatives au processus

- a. Une autorité compétente peut envisager d'utiliser les informations/données d'un programme d'APTV après avoir procédé à une évaluation appropriée de la crédibilité et de l'intégrité de ce programme d'APTV à la lumière des critères repris dans les présentes orientations.
- b. Les autorités compétentes ne doivent appliquer que les critères d'évaluation pertinents pour l'utilisation qu'elles prévoient de faire des informations/données d'un programme d'APTV.
- c. Si le résultat de l'évaluation est positif, l'autorité compétente peut décider de conclure un accord mutuel avec le propriétaire de l'APTV.
- d. Lorsqu'un accord a été mis en place entre une autorité compétente et un propriétaire d'APTV, les propriétaires d'APTV doivent établir des processus pour le partage des informations/données pertinentes avec l'autorité compétente ainsi que des processus pour la gestion des cas de non-conformité, y compris pour alerter l'autorité compétente de tout risque significatif pour la santé publique ou de toute tromperie du consommateur.
- e. Les autorités compétentes devraient disposer de procédures transparentes pour vérifier la fiabilité des informations/données du programme d'APTV qu'elles prévoient d'utiliser.
- f. Les autorités compétentes peuvent décider d'organiser des réunions régulières, ou établir d'autres voies de communication, avec le propriétaire d'APTV, pour analyser les informations/données partagées et chercher à identifier des tendances. L'autorité compétente peut juger de la nécessité de toute intervention.
- g. Les autorités compétentes peuvent comparer des données d'audit réglementaire pertinentes à celles qui sont produites par les audits de l'APTV, afin d'en vérifier la cohérence et la fiabilité.
- h. Outre les Informations spécifiques et critiques reprises dans un accord conclu entre une autorité compétente et un propriétaire d'APTV, des informations de routine devraient être échangées pour attester que le programme d'APTV continue de fonctionner conformément à la gouvernance convenue.
- i. Lorsque les autorités compétentes décident de ne pas convenir d'un accord avec le propriétaire d'APTV, elles peuvent accéder aux informations/données directement auprès de l'ESA.

- j. L'autorité compétente devrait identifier les informations/données provenant d'audits du programme d'APTV qui sont les plus utiles pour soutenir les objectifs de son SNCA et convenir de mécanismes pour avoir accès à ces éléments.

2) Options de politiques

- a. Pour valider le caractère adéquat d'un système d'assurance, et notamment une revue des mécanismes de gouvernance du programme d'APTV et de son fonctionnement, l'autorité compétente peut examiner l'intérêt de comparer les exigences des normes de l'APTV avec les normes internationales et/ou les exigences réglementaires nationales pertinentes en matière de sécurité sanitaire des aliments et de pratiques loyales dans le commerce alimentaire.
- b. Comme de nombreuses normes d'APTV comprennent des exigences dont la portée dépasse la sécurité sanitaire des aliments et la protection des consommateurs, et englobent les préférences de fournisseurs, l'autorité compétente devrait se concentrer sur les exigences réglementaires qui protègent la santé des consommateurs en matière de sécurité sanitaire des aliments et assurant des pratiques loyales dans le commerce alimentaire.
- c. Les autorités compétentes peuvent décider de vérifier la fiabilité des informations/données de programmes d'APTV en procédant par exemple à une comparaison des données sur la conformité du programme d'APTV avec leurs propres informations/données sur la conformité.
- d. Les autorités compétentes peuvent réduire l'intensité et/ou la fréquence des inspections officielles lorsque leurs données officielles valident que la participation à un programme d'APTV conduit à un degré similaire ou supérieur de conformité aux exigences réglementaires pertinentes.
- e. Le caractère adéquat des informations/données du programme d'APTV et le degré d'utilisation qu'en font les autorités compétentes seront déterminés par la profondeur de toute évaluation de l'intégrité et de la crédibilité du programme d'APTV.
- f. Les informations/données d'audit produites par le programme d'APTV et le statut de certification des ESA peuvent être utilisés pour aider à déterminer les risques en matière de sécurité sanitaire des aliments ou les risques de tromperie des consommateurs associés aux ESA participantes, pour éclairer la planification du SNCA et ajuster la fréquence ou l'intensité de la surveillance réglementaire, et donc pour aider à attribuer les ressources en priorité aux domaines à plus haut risque.
- g. Les informations/données d'un programme d'APTV qui indiquent une tendance pourraient être utilisées pour définir des interventions spécifiques telles que des inspections ciblées, des échantillonnages et analyses ciblés, ou des programmes nationaux de formation/d'information lorsque les informations/données d'un programme d'APTV permettent d'identifier un problème systémique.

Annexe III**AVANT-PROJET D'ORIENTATIONS RELATIVES À L'UTILISATION DÉMATÉRIALISÉE DE CERTIFICATS ÉLECTRONIQUES**

(Révision des Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'Utilisation des certificats officiels génériques – CXG 38-2001)¹⁸

(pour adoption à l'étape 5/8)

Les révisions proposées sont surlignées en **jaune**

SECTION 1 – PRÉAMBULE

1. Les présentes directives reconnaissent que l'autorité compétente du pays importateur peut exiger, avant d'autoriser l'entrée de denrées alimentaires destinées au commerce international, que les importateurs présentent des certificats officiels délivrés par l'autorité compétente du pays exportateur ou avec son autorisation.
2. Les présentes directives n'ont pas pour but d'encourager ou d'imposer l'usage de certificats officiels pour les denrées alimentaires devant faire l'objet d'échanges internationaux ou de diminuer le rôle de facilitation des échanges joué par des certificats commerciaux ou autres, y compris les certificats de tiers, non délivrés par le gouvernement du pays exportateur ou avec son autorisation.
3. Les présentes directives reconnaissent que les certificats officiels peuvent aider les pays importateurs à atteindre leurs objectifs en matière de sécurité sanitaire des aliments et à assurer des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires, mais que d'autres approches pouvant compléter ou remplacer les certificats officiels (par exemple, liste d'établissements) sont également possibles.

SECTION 2 – CHAMP D'APPLICATION ET OBJECTIFS

4. Les présentes directives fournissent des orientations aux pays sur la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation de certificats officiels qui attestent que les denrées alimentaires destinées au commerce international satisfont aux exigences du pays importateur en matière de sécurité sanitaire des aliments et/ou de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires.
5. Ces directives entendent faciliter l'identification des informations et attestations pouvant être fournies par les autorités compétentes.
6. Les présentes directives sont applicables aux certificats officiels, quel que soit leur mode de transmission, à savoir sur papier ou par voie électronique.
7. Les présentes directives ne traitent pas des questions relatives à la santé animale et végétale à moins qu'elles ne concernent directement la sécurité sanitaire des aliments. Il est toutefois reconnu que, dans la pratique, un certificat officiel unique peut contenir des informations se rapportant à plusieurs questions (par exemple, sécurité sanitaire des aliments, santé animale et végétale).

Section 3 – Définitions

Certificats. Les documents en format papier ou électronique **portant une signature (manuelle ou électronique)** qui décrivent et attestent les attributs des expéditions de denrées alimentaires faisant l'objet d'échanges internationaux.

Certification. La procédure par laquelle les organismes officiels de certification ou les organismes officiellement agréés donnent par écrit, ou de manière équivalente, l'assurance que des denrées alimentaires ou des systèmes de contrôle des aliments sont conformes aux exigences spécifiées. La certification des aliments peut, selon le cas, s'appuyer sur toute une série de contrôles prévoyant l'inspection continue sur la chaîne de production, l'audit des systèmes d'assurance qualité et l'examen des produits finis¹⁹.

Certificats officiels. Les certificats délivrés par l'autorité compétente du pays exportateur, ou sous son

¹⁸ Les présentes directives devraient être lues en parallèle avec les *Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires* (CXG 26-1997) du Codex, et en particulier la Section 7 sur les systèmes de certification. Il conviendrait également de faire référence aux modèles de certificats élaborés par le Codex.

¹⁹ Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires (CXG 20-1995).

contrôle, y compris par un organisme de certification agréé à cette fin par l'autorité compétente.

Organismes de certification. Les organismes de certification officiels et organismes de certification officiellement agréés²⁰.

Agents de certification. Les agents habilités ou agréés par l'autorité compétente du pays exportateur, à remplir et délivrer des certificats officiels.

Signature électronique. Les données sous forme électronique intégrées, attachées ou logiquement associées au certificat officiel, qui peuvent être utilisées pour identifier l'agent de certification et marquent la confirmation des informations contenues dans le certificat officiel par le signataire.²¹

Expédition. Une collection définie de produits alimentaires normalement couverte par un certificat unique.

Échange dématérialisé de certificats officiels. Le fait pour des autorités compétentes ou des organismes de certification de fournir, recevoir et archiver sous forme électronique les informations identifiées et les attestations pertinentes requises par le pays importateur.

Guichet unique. Le dispositif pour faciliter le commerce qui permet aux parties impliquées dans le commerce et le transport de déposer des informations et des documents normalisés en un point d'entrée unique pour satisfaire à toutes les exigences réglementaires liées à l'importation, à l'exportation et au transit²². Les éléments de données individuels ne devraient être soumis qu'une seule fois par voie électronique.

SECTION 4 – PRINCIPES

8. Les principes suivants s'appliquent à la conception, à l'établissement, à la délivrance et à l'utilisation de certificats officiels.

- A. Les certificats officiels ne devraient être requis que lorsque des attestations et des informations essentielles sont nécessaires pour assurer que les exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments et/ou des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires sont satisfaites.
- B. Les pays exportateurs peuvent fournir des assurances par d'autres moyens que par des certificats expédition par expédition, selon le cas.
- C. Les attestations et informations requises par le pays importateur devraient être limitées aux informations essentielles liées aux objectifs du système d'inspection et de certification des denrées alimentaires du pays importateur.
- D. La raison d'être et les exigences relatives à des attestations spécifiques et à des informations d'identification devraient être communiquées aux pays exportateurs de manière cohérente et transparente, et être appliquées par le pays importateur de manière non discriminatoire.
- E. Les certificats officiels, quel que soit leur mode de transmission ou leur contenu, devraient présenter les informations sous un format qui simplifie et facilite l'autorisation des produits visés tout en satisfaisant aux exigences du pays importateur.
- F. L'autorité compétente du pays exportateur assume la responsabilité finale pour tout certificat qu'elle délivre ou dont elle autorise la délivrance.
- G. Toutes les attestations et les informations d'identification pertinentes requises par le pays importateur devraient, dans la mesure du possible, figurer sur un même certificat pour éviter des certificats multiples ou superflus.
- H. Les autorités compétentes devraient prendre des mesures adaptées pour éviter l'utilisation de certificats frauduleux et devraient collaborer, au besoin, aux enquêtes menées en toute diligence sur ces utilisations.

SECTION 5 – UTILISATION DES CERTIFICATS OFFICIELS

²⁰ La reconnaissance des organismes de certification est abordée à la Section 8 – Accréditation officielle des Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CXG 26-1997).

²¹ La définition de la signature électronique est une version adaptée des orientations de la CNUDCI.

²² Voir la Recommandation de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe sur la mise en place d'un guichet unique (Recommandation 33, ECE/TRADE/352), Article 4 de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce et Recueil de l'OMD sur le Guichet unique.

Principe A

Les certificats officiels ne devraient être requis que lorsque des attestations et des informations essentielles sont nécessaires pour assurer que les exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments et/ou des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires sont satisfaites.

9. Des attestations et des informations spécifiques liées au produit identifié dans le certificat peuvent fournir des assurances que le produit alimentaire ou le groupe de produits alimentaires est conforme :

- aux exigences du pays importateur en matière de sécurité sanitaire des aliments ; et
- aux exigences du pays importateur en matière de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires.

10. Il se peut que la législation nationale n'autorise pas l'autorité compétente d'un pays exportateur à délivrer le certificat requis par le pays importateur. De telles informations devraient être communiquées au pays importateur. Celui-ci devrait alors envisager d'accorder la souplesse nécessaire pour que ces assurances soient fournies par d'autres moyens, pour autant que la sécurité sanitaire des aliments et les pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires soient assurées.

SECTION 6 – SOLUTIONS DE REMPLACEMENT DES CERTIFICATS OFFICIELS

Principe B

Les pays exportateurs peuvent fournir des assurances par d'autres moyens que des certificats expédition par expédition, selon le cas.

11. D'autres dispositions fournissant des assurances équivalentes concernant la sécurité sanitaire des aliments ou assurant des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires devraient être envisagées.

12. Un pays importateur peut, dans certaines circonstances, consentir à accepter de la part du pays exportateur une liste d'établissements satisfaisant à ses exigences spécifiques. Cette liste peut être utilisée pour atteindre les mêmes objectifs que les certificats expédition par expédition, étant entendu que le pays importateur peut toutefois requérir des informations complémentaires (par exemple le mode de transport) pour chaque expédition.,

13. Les mécanismes et critères d'établissement, de mise à jour et de révision de ces listes devraient être rendus transparents par le pays exportateur et approuvés par le pays importateur.

14. Étant donné qu'une expédition est généralement couverte par un certificat officiel unique, certains certificats peuvent également s'appliquer à des expéditions multiples, sous réserve de l'accord du pays importateur. Les certificats se rapportant à plusieurs expéditions doivent alors être de durée limitée.

SECTION 7 – QUANTITÉ D'INFORMATION, TRANSPARENCE ET NON-DISCRIMINATION

Principe C

Les attestations et informations requises par le pays importateur devraient être limitées aux informations essentielles liées aux objectifs du système d'inspection et de certification des denrées alimentaires du pays importateur.

15. Les attestations et informations officielles spécifiques devant figurer dans un certificat seront déterminées par les exigences du pays importateur. Les pays importateurs devraient tirer parti des normes internationales éventuellement disponibles afin de réduire le niveau de détail nécessaire dans les certificats.

16. Les attestations et les informations officielles devraient être clairement identifiées dans le texte du certificat et ne pas être inutilement complexes, détaillées ou plus exigeantes que nécessaire pour le pays exportateur pour atteindre les objectifs du système d'inspection et de certification des denrées alimentaires du pays importateur. Sans pour autant s'y limiter, ces attestations pourront concerner :

- la conformité à des normes spécifiques et à des exigences spécifiées en matière de production ou de transformation, le cas échéant ;
- le statut (par ex. données sur la licence) de l'établissement de production, de transformation, de conditionnement et/ou de stockage dans le pays exportateur ;
- le statut zoosanitaire du pays exportateur s'il est susceptible d'affecter la sécurité sanitaire des aliments ;

et

– toute référence à des accords bilatéraux/multilatéraux pertinents.

17. Les prescriptions commerciales, telles que les caractéristiques spécifiques des produits ou leur conformité aux spécifications de l'importateur, ne devraient pas être couvertes par les certificats officiels.

18. Une expédition constituée d'un échantillon alimentaire soumis aux fins d'évaluation, d'essai ou de recherche dans le pays importateur devrait être clairement identifiée en fonction de son utilisation prévue. Le certificat ou l'emballage doit clairement indiquer que l'échantillon n'est pas destiné à la vente au détail et qu'il n'a aucune valeur commerciale.

Principe D

La raison d'être et les exigences relatives à des attestations spécifiques et à des informations d'identification devraient être communiquées aux pays exportateurs de manière cohérente et transparente, et être appliquées par le pays importateur de manière non discriminatoire.

19. Lors de la définition des exigences applicables aux certificats, les pays importateurs devraient veiller à ce que les critères s'appliquent de la même manière à tous les pays exportateurs afin d'éviter une discrimination arbitraire ou injustifiable.

20. Les autorités compétentes du pays importateur devraient, à la demande, communiquer au pays exportateur les exigences relatives aux attestations et aux informations officielles devant figurer dans les certificats ainsi que leur raison d'être.

SECTION 8 – CONCEPTION DES CERTIFICATS OFFICIELS

Principe E

E. Les certificats officiels, quel que soit leur mode de transmission ou leur contenu, devraient présenter des éléments de données sous une forme qui simplifie et facilite l'autorisation des produits visés tout en satisfaisant aux exigences du pays importateur.

21. Les certificats officiels devraient être conçus et utilisés de sorte à :

- simplifier et faciliter l'autorisation de l'expédition au point d'entrée ou de contrôle ;
- prévoir l'identification précise de l'expédition certifiée et des parties intervenant dans l'établissement et la délivrance du certificat ;
- aider le pays importateur à déterminer la validité du certificat ; et
- limiter au maximum le risque de fraude.

22. Les certificats officiels devraient, dans la mesure du possible, utiliser un format standard. Les certificats devraient :

- identifier clairement l'organisme de certification ainsi que toute autre partie intervenant dans l'établissement et la délivrance du certificat²³ ;
- être conçus de manière à limiter au maximum les risques de fraude, notamment grâce à l'utilisation d'un numéro d'identification unique ou d'autres moyens appropriés permettant de garantir leur authenticité (par exemple, papier filigrané et/ou autres mesures de sécurité pour des certificats papier ; utilisation de lignes et systèmes sécurisés pour l'échange dématérialisé de certificats) ;
- clairement décrire le produit et l'expédition auxquels le certificat fait référence ;
- contenir une référence précise aux exigences officielles pour lesquelles le certificat a été délivré ;
- contenir des attestations de l'organisme de certification officiel ou officiellement agréé relatives à l'expédition qui y est décrite, et ne pas être soumis à une obligation d'approbation/de nouvelle certification une fois qu'ils ont été délivrés ; et
- être rédigés dans une ou plusieurs langues parfaitement comprises par l'agent de certification dans le pays exportateur et dans les pays de transit, le cas échéant, et par l'autorité destinataire dans le pays

²³ Lorsqu'ils doivent comporter des informations complémentaires, les certificats devraient être conçus de manière à faire apparaître clairement qui a fourni les informations incluses dans les différentes parties (par exemple, laboratoire, établissement de production, organisme de certification).

importateur ou dans les pays dans lesquels les denrées sont inspectées. En cas de nécessité, les certificats peuvent être assortis de traductions officielles.

- être formatés de manière à permettre un échange dématérialisé par soumission/transmission via un système de guichet unique lorsque l'autorité compétente utilise un tel système.

23. Les informations concernant le produit certifié devraient être clairement indiquées sur le certificat, et comporter au moins les informations ci-dessous. Il peut en outre comporter d'autres informations convenues par le pays importateur et le pays exportateur :

- la nature du produit²⁴ ;
- le nom du produit²⁵ ;
- la quantité, dans les unités pertinentes²⁶ ;
- une description de la denrée et de l'expédition auxquelles le certificat fait référence de manière unique (par exemple, identificateur de lot, moyen de transport, numéro(s) de sécurité ou code date) ;
- l'identité et, selon le cas, le nom et l'adresse du producteur/fabricant et/ou des établissements de stockage ainsi que leur numéro d'agrément ;
- les nom et coordonnées de l'exportateur ou de l'expéditeur ;
- les nom et coordonnées de l'importateur ou du destinataire ;
- le pays d'expédition²⁷ ou une zone du pays s'il s'agit d'attestations spécifiques ; et
- le pays de destination²⁸.

SECTION 9 – DÉLIVRANCE ET RÉCEPTION DES CERTIFICATS OFFICIELS (RESPONSABILITÉ DES AGENTS DE CERTIFICATION, SÉCURITÉ ET PRÉVENTION DE LA FRAUDE)

Principe F

L'autorité compétente du pays exportateur assume la responsabilité finale pour tout certificat qu'elle délivre ou dont elle autorise la délivrance.

24. Les certificats officiels tels que délivrés relèvent en dernier ressort des autorités gouvernementales, étant entendu que le secteur de la production alimentaire est fondamentalement responsable de la sécurité sanitaire des aliments et de la prévention de la fraude et de la tromperie dans le contexte du commerce des denrées alimentaires.

25. L'organisme de certification devrait :

- être désigné et dûment habilité de manière transparente par le mandat national/régional²⁹ à fournir les attestations pertinentes requises dans un certificat officiel ;
- avoir une désignation/habilitation reconnue comme suffisante par les gouvernements de manière à éviter toute nécessité d'approbation/nouvelle certification des certificats une fois qu'ils ont été délivrés ;
- fournir sur demande au pays importateur des informations concernant son habilitation officielle ;
- veiller à ce que ses procédures permettent la délivrance de certificats officiels en temps voulu de manière à éviter toute perturbation inutile des échanges ;
- disposer d'un système efficace permettant de limiter, dans la mesure du possible, l'usage frauduleux des certificats officiels ; et
- disposer d'un programme de formation efficace et actualisé pour ses agents de certification.

²⁴ La classification de l'Organisation mondiale des douanes de la *Convention internationale sur le Système harmonisé* devrait être utilisée lorsqu'il convient. S'il convient d'identifier des espèces, la classification de Linnaeus devrait être utilisée.

²⁵ Avec des références aux normes Codex lorsqu'elles existent.

²⁶ Les quantités devraient être indiquées dans le Système international d'unités (système métrique moderne).

²⁷ Les codes de pays de l'ISO peuvent être utilisés.

²⁸ Les codes de pays de l'ISO peuvent être utilisés.

²⁹ Le terme « régional » fait référence à une organisation d'intégration économique régionale telle que définie à l'Article 2 de l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

26. Si l'autorité compétente du pays exportateur est légalement habilitée à utiliser des organismes de certification tiers et a autorisé un organisme tiers à délivrer des certificats en son nom, l'autorité compétente doit veiller à ce que cet organisme tiers soit dûment supervisé et fasse notamment l'objet d'audits.

27. Les certificats doivent normalement être délivrés avant que les expéditions auxquelles ils se rapportent quittent le contrôle de l'organisme de certification. Les certificats ne pourront être délivrés, lorsque les expéditions sont en transit vers leur pays de destination ou y sont arrivées, que si des systèmes de contrôle appropriés sont en place dans le pays exportateur pour appuyer cette pratique, qui doit être approuvée par le pays importateur et, le cas échéant, par le pays de transit.

28. Les agents de certification devraient :

- être désignés de manière appropriée par l'organisme de certification ;
- n'avoir aucun conflit d'intérêts relatif aux aspects commerciaux de l'expédition et être indépendants des parties commerciales ;
- être pleinement au fait des exigences attestées ;
- disposer d'un exemplaire des règlements ou exigences mentionnés dans le certificat ou d'informations et de notes d'orientation claires émises par l'organisme de certification ou l'autorité compétente et expliquant les critères auxquels le produit doit satisfaire avant d'être certifié ;
- n'attester que les questions relevant de leurs compétences (ou qui ont été attestées par une autre partie compétente) ; et
- ne certifier que les circonstances pouvant être vérifiées, directement ou à l'aide des documents fournis, y compris la conformité aux exigences spécifiées en matière de production et à toute autre exigence spécifiée intervenant entre la production et la date de délivrance du certificat.

29. Lorsque l'échange dématérialisé de certificats est envisagé, les pays exportateurs et importateurs doivent s'assurer que les contrôles, les infrastructures et les capacités appropriés soient en place :

- pour faciliter l'échange dématérialisé et fiable de certificats officiels ;
- pour permettre aux autorités compétentes ou organismes de certification de fournir et/ou de recevoir les informations et attestations des certificats sous forme électronique ;
- pour produire, actualiser, diffuser et valider le certificat officiel échangé ;
- pour échanger des messages entre les agents intervenant dans la certification ;
- pour veiller à une conservation et un archivage adéquats des données.

30. Lorsque l'échange dématérialisé des certificats est en place

- l'autorité compétente du pays importateur devient le dépositaire du certificat délivré après en avoir accusé réception ;
- l'autorité compétente ou l'organisme de certification du pays exportateur actualise le statut du certificat échangé et communique son statut effectif ³⁰ à l'exportateur ou à son agent ayant fait la demande de certificat.

Principe G

Toutes les attestations et les informations d'identification pertinentes requises par le pays importateur devraient, dans la mesure du possible, figurer sur un même certificat pour éviter des certificats multiples ou superflus.

31. Les demandes de certificats devraient limiter autant que possible le besoin de certificats superflus ou faisant double emploi, notamment lorsque : 1) plusieurs certificats contenant des attestations semblables sont requis par différents organismes d'un pays importateur ; 2) plusieurs certificats sont requis pour différentes caractéristiques alors qu'une seule attestation suffirait ; et, (3) plusieurs certificats contenant des attestations semblables sont exigés de différents organismes de certification du pays exportateur.

32. Lorsqu'un certificat nécessite des attestations multiples (sécurité sanitaire des aliments, santé animale et/ou végétale), des attestations standard élaborées par des organisations reconnues dans l'accord de

³⁰ Le statut est l'identification du stade du certificat dans son cycle de vie. Les différents statuts se trouvent dans les exigences spécifiées pour les entreprises de l'eCert SPS du CEFACT-ONU.

l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) pourront être utilisées (Codex, OIE, CIPV).

33. Lorsque des certificats sont requis de plusieurs organismes, une seule autorité compétente peut délivrer le certificat sur la base des informations reçues des autres organismes officiels. On citera à titre d'exemple les mentions de statut zoosanitaire et de santé publique sur le même certificat.

34. Lorsqu'un pays importateur demande que le certificat officiel contienne des informations confidentielles, ces demandes devraient être limitées au besoin de veiller au respect des exigences de sécurité sanitaire des aliments et d'assurer des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires. Des mesures appropriées pour protéger la confidentialité de ces informations devraient alors être prises et communiquées à l'exportateur.

35. Les certificats officiels ne devraient pas contenir de données commerciales confidentielles, telles que numéros de contrats et arrangements bancaires.

36. Lorsque, dans des cas exceptionnels justifiés par des problèmes documentés en matière de santé publique, le pays importateur demande à recevoir l'assurance que la denrée importée ne contient pas d'ingrédients provenant d'un ou de plusieurs pays spécifiés, les certificats devraient contenir des attestations pertinentes. L'utilisation de ces attestations devrait cesser lorsque le ou les pays auront géré le risque en se fondant sur des données scientifiques et lorsque les mesures appliquées pour faire face au danger seront jugées satisfaisantes par le pays importateur.

Utilisation des certificats papier

37. Si des certificats papier sont utilisés, les originaux doivent être délivrés et présentés à l'exportateur ou à son agent.

38. Les certificats papier devraient, dans la mesure du possible, être conformes à la formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux (Recommandation No 1, ECE/TRADE/137).

39. L'organisme de certification du pays exportateur devrait garder une copie du certificat original (clairement identifiée en tant que telle) pouvant être présentée sur demande à l'autorité compétente du pays importateur ou d'un pays chargé par celui-ci d'effectuer les contrôles des importations.

40. En délivrant un certificat papier, l'agent de certification devrait s'assurer que :

- le certificat ne contient pas de suppressions autres que celles qui sont requises dans le texte du certificat ;
- toute modification des informations certifiées est paraphée ou approuvée par l'organisme de certification ;
- dans le cas de certificats comportant plusieurs pages, celles-ci constituent manifestement un certificat unique, y compris la (les) traduction(s) officielle(s) lorsqu'il y a lieu (chaque page devra être numérotée et porter le même numéro de certificat unique de manière à indiquer qu'il s'agit d'une page précise dans une suite définie) ;
- le certificat porte l'identification officielle de l'autorité compétente, la signature, le nom et la fonction officielle de l'agent de certification (signature manuscrite en copie certifiée) ;
- le certificat porte la date, exprimée sans ambiguïté, à laquelle il a été signé et délivré et, le cas échéant, sa période de validité ; et
- aucune partie du certificat n'est laissée en blanc au risque de pouvoir être modifiée.

Échange dématérialisé de certificats officiels (annexe II).

41. La décision de mettre en œuvre l'échange dématérialisé des certificats officiels devrait tenir compte de l'existence de l'infrastructure et des capacités requises dans les pays concernés, et inclure un plan d'intervention pour réduire au minimum toute perturbation des échanges en cas de défaillance du système.

42. Les autorités compétentes qui ont conclu un accord sur l'échange dématérialisé de certificats officiels devraient s'assurer que leur infrastructure et leurs systèmes administratifs permettent de réaliser ces échanges de manière adéquate.

43. Les systèmes électroniques utilisés pour l'échange dématérialisé des certificats officiels devraient :

- être basés sur des normes de données et de messages reconnues au niveau international, telles que celles publiées par le CEFACT-ONU en ce qui concerne les certificats SPS électroniques échangés entre les administrations frontalières (voir eCert SPS Data Standard and Message Structure du CEFACT-ONU), ou

être compatibles avec ces normes.³¹ Les pays importateurs et exportateurs devront se mettre d'accord sur les éléments de données du certificat (informations d'identification et attestations pertinentes requises par le pays importateur) et les messages à échanger ;

- faciliter l'utilisation des technologies disponibles d'échange de messages afin d'accélérer les communications directes entre agents;

- garantir la technologie qui produit, actualise, diffuse et valide la délivrance de ce certificat et empêche toute altération par une partie non agréée après sa délivrance; et.

- garantir l'authentification des messages.

44. L'organe de certification doit informer l'exportateur ou son agent lorsque le certificat a été délivré pour un envoi et, le cas échéant, être informée du statut d'un certificat échangé sous forme dématérialisée.

Présentation des certificats originaux

45. Dans le cas où des certificats papier sont utilisés, l'importateur ou le destinataire devrait s'assurer que le produit est présenté aux autorités du pays importateur, ou d'un pays chargé par celui-ci d'effectuer les contrôles des importations, accompagné du certificat original, en conformité avec les exigences du pays importateur.

46. Lorsque les pays utilisent l'échange dématérialisé de certificats officiels, les autorités compétentes du pays importateur doivent s'assurer que l'importateur ou le destinataire, ou leur représentant, fournissent les détails nécessaires et appropriés à l'autorité du pays importateur ou à l'autorité effectuant les contrôles à l'importation pour le compte du pays importateur afin de permettre la vérification de l'identité de l'expédition par rapport au certificat échangé.

Remplacement des certificats

47. Des certificats de remplacement peuvent être délivrés par une autorité compétente pour corriger des certificats qui ont par exemple été perdus, endommagés, mal rédigés, ou lorsque les informations d'origine ne sont plus exactes. Ces certificats doivent indiquer clairement qu'ils remplacent le certificat d'origine. Un certificat de remplacement devrait porter le numéro du certificat original qu'il remplace ainsi que la date à laquelle celui-ci a été signé. Le certificat original devrait être annulé et, dans le cas d'un certificat sur support papier, être retourné à l'autorité émettrice dans la mesure du possible.

Révocation des certificats

48. Lorsqu'un certificat est révoqué pour un motif valable, l'organe de certification devrait annuler le certificat original le plus tôt possible et en aviser l'exportateur ou son agent sur support papier ou par voie électronique. Cet avis devrait faire référence au numéro du certificat original annulé et fournir tous les détails concernant l'expédition ainsi que le ou les motifs de l'annulation. Dans le cas où le certificat est déjà sous la responsabilité du pays importateur, l'organisme de certification devrait notifier l'autorité compétente du pays importateur par voie électronique ou sur papier que le certificat d'origine en cause a été invalidé.

Principe H

Les autorités compétentes devraient prendre des mesures adaptées pour éviter l'utilisation de certificats frauduleux et devraient collaborer, au besoin, aux enquêtes menées en toute diligence sur ces utilisations.

Certificats frauduleux

49. Lorsqu'une autorité compétente a des raisons valables pour soupçonner qu'un certificat officiel accompagnant une expédition est frauduleux, qu'il s'agisse d'une fausse déclaration délibérée ou d'une autre activité criminelle, elle devrait immédiatement entamer une enquête et y faire participer l'organisme de certification du pays exportateur censé avoir délivré le certificat réputé frauduleux. Il convient en outre de notifier tout pays tiers pouvant être impliqué. L'autorité compétente devrait en outre garder l'expédition concernée sous contrôle jusqu'à la fin de l'enquête.

50. Les organismes de certification des pays dont le certificat réputé frauduleux est censé provenir devraient coopérer pleinement à l'enquête de l'autorité compétente du pays importateur. Si le certificat s'avère

³¹ Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) est un organe intergouvernemental subsidiaire de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU) chargé d'élaborer un programme de travail de portée mondiale pour améliorer la coordination et la collaboration en matière de recommandations visant la facilitation des échanges et de normes du commerce électronique (<https://www.unece.org/cefact/>)

frauduleux, les autorités compétentes devraient faire tout leur possible pour identifier les responsables de sorte que des mesures appropriées puissent être prises conformément au droit national/régional.

51. Le produit visé par les certificats frauduleux devrait être considéré comme contrevenant aux exigences du pays importateur, car ses caractéristiques exactes sont inconnues. La destruction du produit est l'une des mesures qui peuvent être appliquées, car une telle mesure peut fortement décourager les activités frauduleuses futures.

52. Les autorités compétentes des pays importateurs devraient tenir à jour des registres des certificats délivrés par les organismes de certification des pays exportateurs pertinents, y compris, en ce qui concerne les certificats papier, des copies des tampons et marques officiels.

ANNEXE I

MODÈLE GÉNÉRIQUE DE CERTIFICAT OFFICIEL**Champ d'application de l'Annexe**

La présente Annexe a vocation à fournir des orientations supplémentaires aux autorités compétentes, tant pour la version papier que pour la version électronique équivalente, en s'appuyant sur les principes qui figurent dans la Section 4 et en développant les informations données dans les Sections 8 et 9. Lorsque la Commission du Codex Alimentarius élabore d'autres modèles de certificats officiels pour des applications spécifiques, les pays devraient faire référence à ces directives.

Bien que les certificats concernent principalement les aspects sanitaires, ils peuvent aussi aborder des questions relatives aux pratiques loyales du commerce des aliments lorsque celles-ci sont certifiées par des organismes de certification.

Le présent modèle de certificat permet de couvrir plusieurs types de produits en un seul certificat.

Notes explicatives sur la version papier du modèle générique de certificat officiel**Généralités :**

Le certificat devrait être rempli de manière lisible.

Si le destinataire, le point d'entrée ou les renseignements concernant le transport changent après la délivrance du certificat, il incombe à l'importateur d'en aviser l'autorité compétente du pays importateur. Un tel changement ne devrait pas mener à demander la délivrance d'un certificat de remplacement.

Le modèle de certificat qui figure ici comprend une numérotation destinée à permettre d'établir facilement un lien entre une section particulière et la note explicative correspondante. Il n'est pas prévu que cette numérotation figure dans les certificats définitifs diffusés par l'organisme de certification.

Observations spécifiques :

Type de certificat : Le certificat doit, selon le cas, porter la mention « ORIGINAL », « COPIE » ou « REMPLACEMENT ».

Pays : Le nom du pays qui délivre le certificat, si possible accompagné d'un logo ou d'un en-tête. L'objectif est d'identifier clairement le pays responsable de la délivrance du certificat.

1. **Expéditeur/Exportateur :** Nom et adresse (rue, ville et région/province/état, selon le cas) de la personne ou entité physique ou juridique qui envoie l'expédition.
2. **Numéro de certificat :** Ce numéro d'identification devrait être unique pour chaque certificat et être autorisé par l'autorité compétente du pays exportateur. Pour les certificats à plusieurs pages, voir le paragraphe 38 du document CXG 38-2001.
3. **Autorité compétente :** Nom de l'autorité compétente du pays responsable de la certification.
4. **Organisme de certification :** Nom de l'organisme de certification lorsqu'il ne s'agit pas de l'autorité compétente.
5. **Destinataire/Importateur :** Nom et adresse de la personne ou entité physique ou juridique à laquelle l'expédition est envoyée dans le pays de destination, au moment de la délivrance du certificat.
6. **Pays d'origine**³² : Nom du pays dans lequel les produits ont été produits, fabriqués ou emballés.
7. **Pays de destination**¹⁵ : Nom du pays de destination des produits.
8. **Lieu de chargement :** Nom du port maritime, de l'aéroport, du terminal de fret, de la gare ferroviaire ou de tout autre lieu où les marchandises sont chargées sur le moyen utilisé pour leur transport.
9. **Moyen de transport :** Selon le cas, aérien, maritime, ferroviaire, routier ou autre et son identification (nom ou numéro) si celle-ci est disponible, ou les références documentaires pertinentes.

³² Codes ISO : il est possible d'utiliser les codes pays à deux lettres, conformément à la norme internationale (ISO 3166 alpha-2).

- 10. Point d'entrée déclaré:** S'il est connu, le cas échéant, nom du point d'entrée autorisé par l'autorité compétente du pays importateur et son LOCODE/ONU (référence au Code de l'ONU pour les lieux de commerce et de transport).
- 11. Conditions pour le transport/entreposage:** La catégorie de température appropriée (ambiante, réfrigérée, surgelée) ou toute autre exigence (par exemple l'humidité) pour le transport/entreposage du produit.
- 12. Quantité totale:** En unités appropriées de poids ou de volume pour toute l'expédition.
- 13. Numéro d'identification du (des) conteneur(s) et du (des) scellé(s):** S'ils sont connus, le cas échéant, identifier les numéros de conteneurs et de scellés.
- 14. Nombre total de colis:** Nombre total de colis de toute l'expédition.
- 15. Identification du ou des produit(s) alimentaire(s):** Fournir les renseignements descriptifs propres au produit ou aux produits à certifier.

Lorsqu'il y a lieu : nature de l'aliment (ou description de la marchandise), code de la marchandise (code SH), espèce, utilisation prévue, producteur/fabricant, numéro d'agrément des établissements (abattoir, usine de production, entrepôt [frigorifique ou non]), région ou compartiment d'origine, nom du produit, identification du lot, type d'emballage, nombre de paquets, poids net par type de produit.

- **Nature de l'aliment (ou description du produit):** description du ou des produit(s) suffisamment précise pour permettre un classement du ou des produit(s) selon le système harmonisé de l'Organisation mondiale des douanes en indiquant s'il y a lieu le code de marchandise (Code SH).
- **Utilisation prévue (ou produits alimentaires certifiés pour):** L'utilisation finale du produit devrait être spécifiée dans le certificat (p. ex. consommation directe humaine, traitement ultérieur, et échantillons commerciaux).

Lorsqu'un certificat doit être délivré pour des échantillons commerciaux, une expédition se rapportant à un échantillon alimentaire soumis au pays importateur aux fins d'évaluation, d'essai ou de recherche peut être désignée par une expression telle que « échantillon commercial ». Le certificat ou l'emballage doit clairement indiquer que l'échantillon n'est pas destiné à la vente au détail et qu'il n'a aucune valeur commerciale.

- **Région ou compartiments d'origine:** S'il y a lieu : Ne s'applique qu'aux produits concernés par des mesures de régionalisation ou par l'établissement de zones approuvées ou de compartiments.
- **Type d'emballage:** Identifier le type d'emballage de produits, selon la définition donnée dans la Recommandation N° 21 du CEFAC/ONU (Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques).

16. Attestations: Informations attestant la conformité avec la/les réglementation(s) pertinentes des pays importateurs ou exportateurs selon les recommandations appropriées de la Commission du Codex Alimentarius.

Les attestations devraient constituer le minimum requis pour les produits certifiés afin de garantir la sécurité sanitaire des aliments et des pratiques loyales dans le commerce des aliments. Les attestations devraient être adaptées aux produits alimentaires certifiés.

Les attestations non applicables devraient être exclues ou supprimées.

Il peut y avoir d'autres attestations couvrant d'autres questions (voir paragraphe 7 du document CXG 38-2001).

17. Agent de certification: Nom, fonction officielle, cachet officiel (facultatif), date de la signature et signature. Les certificats devraient être délivrés conformément à la section 9 du document CXG 38-2001.

MODÈLE GÉNÉRIQUE DE CERTIFICAT OFFICIEL**PAYS****TYPE DE CERTIFICAT**

1. Expéditeur/Exportateur:		2. Numéro de certificat:			
		3. Autorité compétente :			
		4. Organisme de certification :			
5. Destinataire/Importateur :					
6. Pays d'origine :		Code ISO :			
7. Pays de destination :		Code ISO :			
8. Lieu de chargement:					
9. Moyens de transport		10. Point d'entrée déclaré:			
11. Conditions pour le transport/entreposage:		12. Quantité totale*			
13. Numéro d'identification du (des) conteneur(s) et du (des) scellé(s);		14. Nombre total de colis:			
15. Identification des produits alimentaires décrits ci-dessous (si nécessaire, pour plusieurs produits remplir plusieurs lignes)					
N°	Nature de la denrée alimentaire, code de la marchandise (code SH), lorsqu'il y a lieu		Utilisation prévue		
N°	Producteur/Fabricant	Numéro d'agrément des établissements*	Région ou compartiments d'origine		
N°	Nom du produit	Identification du lot*	Type d'emballage	Nombre de colis	Poids net
16. Attestations:					
17. Agent de certification:					
Nom :		Fonction officielle :			
Date :		Signature:			
Cachet officiel :					

Le modèle générique de certificat officiel devrait être lu en parallèle avec les notes explicatives.

*Si nécessaire

Notes explicatives relatives au modèle de données de référence (version électronique) du modèle générique de certificat officiel

Le modèle de données de référence est un modèle abstrait qui organise les éléments de données³³ du modèle générique de certificat officiel et décrit les relations entre ceux-ci ainsi qu'avec les unités distinctes³⁴ du modèle générique de certificat officiel.

Le lien suivant donne accès à la description du modèle de données de référence du CODEX ainsi qu'à une version plus détaillée.

L'onglet MODÈLE GÉNÉRIQUE CODEX dans la description présente le modèle générique de certificat officiel existant du CODEX et ses éléments de données. L'onglet DIRECTIVE DU CODEX fournit un aperçu plus détaillé, ainsi que l'emplacement et la représentation possibles de ces éléments de données dans un fichier XML. L'onglet document générique de référence indique les sources des listes de codes utilisées pour les différents éléments de données du modèle.

Le modèle de données de référence est représenté sur la première page du présent lien intitulé '**Modèle de données de référence**'.

La deuxième page de ce fichier intitulé "Modèle de données de référence" présente un modèle de données plus détaillé qui comprend les éléments de données supplémentaires utilisés à ce jour dans certains échanges entre autorités compétentes.

Ces informations supplémentaires sont fournies pour aider les experts des pays en technologies de l'information et en politiques à prendre connaissance des solutions pratiques disponibles pour les questions dépassant le modèle de référence générique et n'ont aucun caractère normatif ou prescriptif.

Le modèle de référence générique permet également la mise en correspondance du modèle générique de certificat officiel en utilisant d'autres normes internationales.

Le modèle de données de référence n'a pas vocation à prescrire une approche particulière pour structurer ou exiger un élément de données, y compris l'ajout d'exemples et la représentation dans le modèle. Les pays peuvent inclure des éléments de données supplémentaires, différents ou moins nombreux, en utilisant le langage, la structure et les protocoles d'échange SPS normalisés du CEFAC-ONU, lorsque les autorités compétentes du pays importateur et du pays exportateur en conviennent bilatéralement.

³³ Les éléments de données du certificat sont des unités de données qui ont une signification précise

³⁴ La mise en correspondance des données est le processus permettant d'intégrer un large éventail de données

ANNEXE II**ÉCHANGE DÉMATÉRIALISÉ DE CERTIFICATS OFFICIELS****SECTION 1 – INTRODUCTION**

1. Lorsque des pays ou des autorités compétentes font preuve d'un intérêt pour l'échange dématérialisé de certificats officiels, il convient qu'ils examinent selon qu'il convient la législation et les processus administratifs liés pour aider l'échange dématérialisé.

2 Les autorités compétentes ou organismes de certification peuvent envisager de mettre en œuvre l'échange dématérialisé de certificats officiels, lorsqu'il s'avère techniquement possible.

3. D'autres exemples supplémentaires de modélisation de données du certificat officiel du modèle générique du Codex (annexe I) sont fournis pour présenter l'application dans les échanges de messages selon les normes internationales.

4. L'échange de certificats par l'intermédiaire de guichets uniques nationaux peut faciliter la coordination avec d'autres agences frontalières participant au dédouanement de l'expédition certifiée.

SECTION 2 — CHAMP D'APPLICATION

5. La présente annexe donne des orientations à l'usage des autorités compétentes ou des organismes de certification des pays importateurs et exportateurs pour garantir une approche efficace, effective et cohérente de l'échange dématérialisé de certificats officiels en appliquant un mécanisme de certification électronique fondé sur des normes et recommandations internationales.

6. Elle devrait aider les autorités compétentes ou les organismes de certification à mettre en œuvre l'échange dématérialisé des certificats officiels sans imposer l'utilisation de concepts spécifiques pour les mécanismes de certification électronique nécessaire à ces échanges.

Section 3 – DÉFINITIONS

Certificat électronique : représentation numérique (comprenant des images si nécessaire) du texte et des données décrivant et attestant les caractéristiques d'une expédition d'aliments destinés au commerce international, transmise par l'autorité compétente ou l'organisme de certification du pays exportateur à l'autorité compétente du pays importateur par voie électronique sécurisée.

Service de non-répudiation. Une technologie de l'information et de la communication permettant de générer, de conserver, de mettre à disposition et de valider l'émission d'un certificat officiel afin de garantir à une partie réceptrice que le certificat a été émis.

Section 4 — TRANSITION VERS L'ÉCHANGE DÉMATÉRIALISÉ DE CERTIFICATS OFFICIELS

7. Les autorités compétentes ou les organismes de certification devraient avoir mis en œuvre des capacités internes pertinentes et établi des technologies de l'information internes, des protocoles de sécurité des données et des procédures d'importation et d'exportation numérisées au niveau national avant de chercher à conclure des 'accords bilatéraux/multinationaux pour l'échange dématérialisé de certificats officiels.

8. La numérisation au niveau national devrait être couverte par les considérations suivantes.

8.1 En collaborant avec des experts des technologies de l'information, les autorités compétentes ou organismes de certification devraient coopérer avec les parties prenantes publiques et privées pour procéder à la révision des procédures en place à l'échelle nationale pour la délivrance et/ou la réception de certificats officiels. Ce travail devrait comprendre l'identification des éléments de données requis. Il conviendrait également d'envisager de faciliter l'échange de certificats électroniques officiels par l'intermédiaire d'un guichet unique.

8.1.1. Les pays exportateurs devraient envisager de numériser leurs procédures d'exportation et les protocoles et la manière dont les éléments de données de leurs certificats d'exportation³⁵ sont traités, organisés et liés les uns aux autres³⁶.

³⁵ Conformément aux principes énoncés à la section 4 et en complément des informations fournies aux sections 8 et 9 des présentes orientations

³⁶ Selon l'Annexe I des présentes orientations

8.1.2. Les pays importateurs devraient envisager de numériser leurs procédures et protocoles d'importation et la manière dont les éléments de données de leurs certificats d'importation³⁷ sont utilisés dans leurs protocoles d'importation.

8.2. Dans ce processus, les systèmes, les éléments de données et les protocoles sélectionnés pour l'échange dématérialisé de certificats officiels devraient suivre, le cas échéant, les normes, recommandations et orientations internationales pertinentes concernant :

1. La communication de bout en bout
2. La langue, la structure et les protocoles d'échange des messages³⁸
3. Le service de non-répudiation³⁹
4. Leur dépôt auprès d'un système de guichet unique⁴⁰.

9. La numérisation au niveau bilatéral/multinational devrait être couverte par les considérations suivantes

9.1 Les pays importateurs et exportateurs devraient coordonner leurs efforts pour identifier :

1. Les éléments de données essentiels nécessaires à la délivrance et à la réception de certificats électroniques entre les deux pays ;
2. Le protocole de connexion assurant la communication de bout en bout
3. Les protocoles d'échange dématérialisé, en tenant compte des exigences de chaque pays en matière de technologies de l'information ou de gestion et de sécurité des données, afin de garantir la confiance mutuelle dans la transmission sécurisée et authentifiée des certificats électroniques.
4. L'interopérabilité du guichet unique⁴¹

9.2. En fonction de l'issue des négociations entre les autorités compétentes, les versions papier des certificats peuvent rester en place en même temps que l'échange électronique pendant une période transitoire jusqu'à ce que tant le pays importateur et exportateur sont raisonnablement satisfaits que :

1. La connectivité de leurs systèmes respectifs est fiable pour l'ensemble des activités d'autorisation des certificats officiels (par exemple, acceptation, rejet ou remplacement) et les types d'accusés de réception convenus ;
2. L'intégrité, l'authenticité et la sécurité de l'échange répondent aux critères convenus ; et
3. Des accords sont en place sur la manière dont la continuité des activités sera gérée si quoi que ce soit devait affecter l'échange entre systèmes.

SECTION 5 — MÉCANISMES EXISTANTS POUR EXTRAIRE LES INFORMATIONS DE CERTIFICATS

10. Les mécanismes présentés ci-après sont des solutions de certification électronique identifiées à ce jour qui permettent de délivrer des certificats électroniques dans un format spécifique accompagné de dispositifs de sécurité adaptés.

1. Le système de certification électronique de l'autorité compétente du pays importateur extrait ou reçoit les données du certificat directement du système de certification électronique de l'autorité compétente ou de l'organisme de certification du pays exportateur par l'intermédiaire d'une interface de service web (par exemple : le protocole SOAP [Simple Object Access Protocol]).
2. Le système de certification électronique de l'autorité compétente ou de l'organisme de certification du pays exportateur fournit les certificats à l'autorité compétente ou à l'organisme de certification du pays importateur en utilisant le protocole SMTP (Simple Mail Transfer Protocol).

³⁷ Conformément aux principes énoncés à la section 4 et en complément des informations fournies aux sections 8 et 9 des présentes orientations

³⁸ Norme de données et structure de message eCert SPS du CEFAC-ONU et Dossier d'information de données du Modèle de l'OMD pour les licences, permis et certificats d'origine (dossier d'information dérivé du CODEX)

³⁹ Le service de non-répudiation peut être mis en œuvre grâce à une signature numérique, c'est-à-dire le système mathématique d'authentification des messages ou de documents numériques. Une signature numérique valide, lorsque les conditions préalables sont remplies, donne à un destinataire de bonnes raisons de croire que le message a été créé par un expéditeur connu (authentification)

⁴⁰ CEFAC-ONU Recommandation 33 et Recueil de guichet unique de l'OMD.

⁴¹ CEFAC-ONU Recommandation 36 et Recueil de guichet unique de l'OMD.

3. Le système de certification électronique de l'autorité compétente du pays importateur reçoit les données du certificat envoyées par le système de certification électronique de l'autorité compétente ou de l'organisme de certification du pays exportateur par l'intermédiaire d'une plateforme centrale.

11. Les mécanismes susmentionnés n'excluent pas les échanges de représentations électroniques des certificats (par exemple, format PDF sécurisé) et les futurs mécanismes de certification électronique évolués dont les autorités compétentes ou les organismes de certification estiment qu'ils répondent à leurs besoins.

SECTION 6 — RÔLES ET RESPONSABILITÉS

12. Lors de l'échange dématérialisé de certificats électroniques entre pays importateurs et exportateurs utilisant la norme de données et la structure de messages SPS eCert du CEFACT-ONU, les responsabilités des autorités compétentes, des organismes de certification et des exploitants d'entreprises sont les suivantes.

12.1. L'autorité compétente ou l'organisme de certification du pays exportateur fournit le certificat officiel délivré à l'autorité compétente du pays importateur et confirme à l'exportateur ou son agent le statut du certificat officiel échangé de manière dématérialisée pour permettre les échanges commerciaux au sujet du certificat officiel. L'exportateur ou son agent peut informer l'exploitant de l'entreprise importatrice de l'existence du certificat officiel approuvé et de son identité (p.ex. le numéro du certificat) et des autres informations pertinentes contenues dans le certificat échangé par voie électronique.

12.2. L'autorité compétente du pays importateur devient le dépositaire du certificat officiel délivré dès que le certificat est correctement reçu, et devrait confirmer⁴² à l'autorité compétente ou l'organisme de certification du pays exportateur la réception du certificat officiel.

12.3. L'autorité compétente du pays importateur peut recevoir par voie électronique de la part de l'exploitant de l'entreprise importatrice des informations (par exemple, le numéro et la date de délivrance du certificat) nécessaires pour établir un lien entre la demande d'importation requise par l'autorité compétente et le certificat officiel.

SECTION 7 — FONCTIONS SUPPLÉMENTAIRES D'EXTRACTION DE DONNÉES DES CERTIFICATS

13. Les pays peuvent envisager de passer directement des certificats papier à l'échange dématérialisé de données électroniques de gouvernement à gouvernement. Lorsque le pays exportateur a la capacité de délivrer des certificats électroniques, mais pas d'échanger des données par voie électronique, l'autorité compétente ou l'organisme de certification concerné du pays exportateur peut proposer à un pays importateur d'utiliser des certificats papier ou des images numériques de certificats comportant des signatures électroniques pour produire des certificats électroniques, à titre d'étape graduelle vers un échange de données électroniques dématérialisé. Dans les deux cas, l'autorité compétente ou l'organisme de certification du pays exportateur peut fournir au pays importateur ou à d'autres parties intéressées, selon que de besoin, les options suivantes pour extraire les informations relatives au certificat :

1. utiliser des technologies sécurisées pour permettre aux autorités d'accéder licitement aux informations concernant des expéditions certifiées (visionneuse) ;
2. fournir un service, par exemple un site web spécial, pour permettre aux autorités participant au dédouanement ou au transit de vérifier les informations d'un certificat délivré par son système de certification électronique (outil de vérification).

14. L'autorité compétente du pays importateur peut, si cela a été convenu, autoriser l'autorité compétente ou l'organisme de certification du pays exportateur à accéder à la base de données sécurisée du pays importateur, dans laquelle l'agent de certification du pays exportateur peut insérer les données du certificat.

SECTION 8 — EXEMPLES DE MODÉLISATION DES DONNÉES DU MODÈLE GÉNÉRIQUE DE CERTIFICAT OFFICIEL

15. Le modèle de référence générique (de l'Annexe I des présentes orientations) peut être utilisé pour une mise en correspondance avec un ⁴³modèle de données XML et un schéma XML (XSD⁴⁴) des éléments de données.

⁴² Dans le cas des protocoles d'échange SPS normalisés du CEFACT-ONU, l'infrastructure réceptrice génère cette confirmation automatiquement.

⁴³ Le langage de balisage extensible (XML) fait référence au mode de traitement du texte informatique par un ensemble de règles pour coder les documents dans un format lisible par l'homme et par la machine

⁴⁴ Le schéma XML (XSD) est une recommandation du *World Wide Web Consortium* (W3C) et spécifie comment décrire formellement les éléments dans un document XML

- a. Le modèle de données ⁴⁵ci-dessous utilisant la méthodologie du CEFACT-ONU, est le résultat de la mise en correspondance de la norme de données et de la structure de message eCert SPS du CEFACT-ONU et d'un exemple de certificat électronique pour les aliments.
- b. Un autre exemple de certificat électronique pour les aliments aligné sur le modèle de données de référence de l'Annexe I des présentes orientations est le dossier d'information dérivé (DID) du CODEX du Modèle de données de l'Organisation mondiale des douanes⁴⁶(MD OMD). Le DID du Codex est un dossier d'information dérivé spécifique et un sous-ensemble du MD OMD.

16. Aucun des modèles de la présente section ne limite ou ne restreint la possibilité d'inclure des données supplémentaires, en utilisant une capacité plus large de la norme de données et de la structure des messages eCert SPS du CEFACT-ONU, lorsque les autorités compétentes ou les organismes de certification du pays importateur et du pays exportateur en conviennent bilatéralement. Des exemples d'utilisation de cette capacité élargie sont notamment présentés à la deuxième page du fichier intitulé "Modèle de données de référence" à l'annexe I des présentes orientations.

⁴⁵ [Lien vers un certificat électronique utilisant la méthodologie du CEFACT ONU](#)

⁴⁶ Le Modèle de données de l'Organisation mondiale des douanes (MD OMD) comprend le dossier d'information de base (DIB) du LPCO qui décrit l'utilisation du MD OMD pour les licences, permis, certificats et autres types de documents électroniques, y compris un certificat de sécurité alimentaire.

Annexe IV**DOCUMENT DE PROJET POUR À L'ÉLABORATION D'ORIENTATIONS DU CODEX RELATIVES À LA PRÉVENTION ET AU CONTRÔLE DE LA FRAUDE ALIMENTAIRE
(Pour approbation)****1. Objectif et champ d'application des directives proposées**

L'objectif de ces travaux est de fournir des orientations aux autorités compétentes des pays importateurs et exportateurs et à l'industrie sur la prévention et la maîtrise de la fraude alimentaire afin de protéger la santé des consommateurs et d'assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire. Le champ d'application des orientations est d'élaborer des définitions pour des termes clés de la fraude alimentaire concordantes avec le double mandat du Codex, les rôles et responsabilités des autorités compétentes et des exploitations du secteur alimentaire ainsi qu'avec la coopération et l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs dans des situations où de la fraude alimentaire a été identifiée. Cela comprend l'identification des éléments clés d'un système national de contrôle des aliments en termes d'outils, de mesures de prévention et de contrôles qui contribuent à l'harmonisation et à la collaboration internationales en matière de prévention et de contrôle de la fraude alimentaire.

2. Pertinence et actualité

La complexité croissante des systèmes alimentaires et l'augmentation des échanges mondiaux de denrées alimentaires augmentent la vulnérabilité des chaînes alimentaires à la fraude alimentaire. La protection de l'approvisionnement alimentaire mondial est l'objectif que partagent les autorités de contrôle alimentaire afin de protéger la santé publique et d'éviter les pertes économiques et les perturbations commerciales. Les cas de fraude alimentaire peuvent perturber les échanges commerciaux et entraîner un ou plusieurs risques pour la santé publique, car les substances adultérantes peuvent être dangereuses, non conventionnelles, inattendues et/ou non contrôlées lorsqu'elles sont ajoutées aux aliments. La supervision par les gouvernements, les mesures de contrôle et les bonnes pratiques de fabrication des exploitants du secteur alimentaire (les ESA) sont importantes pour prévenir l'apparition d'un contexte de vulnérabilité pour le système alimentaire et pour conserver la confiance des consommateurs en la sécurité sanitaire et la qualité des aliments qu'ils achètent. Il est possible de prévenir ou de limiter la fraude alimentaire en utilisant les mesures de contrôle et de prévention dont disposent les systèmes nationaux de contrôle alimentaire des pays ou en adoptant de nouvelles mesures, s'il y a lieu. Il incombe à l'industrie de connaître ses chaînes d'approvisionnement et de mettre en place des mesures de contrôle pour lutter contre la fraude alimentaire, tandis que le gouvernement assume la surveillance réglementaire et joue un rôle dans la sensibilisation à la fraude alimentaire, la création de partenariats et la collaboration avec l'industrie, le monde universitaire et d'autres services gouvernementaux pour prévenir et gérer la fraude alimentaire.

Il est estimé que des travaux du Codex en matière de fraude alimentaire viennent à point nommé, car de nombreuses initiatives mondiales sont en cours pour contribuer à la lutte contre la fraude alimentaire. Bien que plusieurs textes du Codex traitent déjà des activités frauduleuses et fournissent des outils aux membres désireux de gérer les activités potentiellement frauduleuses, l'élaboration de définitions relatives à la fraude alimentaire sera utile pour réduire la variabilité, l'incohérence et la confusion qui sont apparues dans le cadre des initiatives en cours en matière de fraude alimentaire. Il existe par conséquent un important soutien à l'élaboration d'une directive du Codex portant spécifiquement sur la fraude alimentaire. Prenant acte des motivations économiques de la fraude alimentaire, cette directive portera également sur les liens entre la sécurité sanitaire des aliments et la fraude alimentaire.

3. Principales questions à traiter

Les travaux comprendront l'élaboration d'orientations relatives à la fraude alimentaire afin d'améliorer les activités de gestion des risques et l'échange d'informations entre les autorités compétentes et les autres agences gouvernementales pertinentes associées à la prévention de la fraude alimentaire qui peut avoir un impact sur la santé et la sécurité des consommateurs et/ou perturber les échanges commerciaux. Ces orientations devraient également comprendre les éléments suivants: 1) des définitions des termes clés de la fraude alimentaire aux fins de ces nouveaux travaux; 2) les rôles et responsabilités des autorités compétentes et des exploitations du secteur alimentaire lorsqu'elles s'attellent à la fraude alimentaire; 3) la coopération et l'échange d'informations entre les pays importateurs et exportateurs dans des situations où de la fraude alimentaire a été identifiée; et 4) des orientations sur la démarche que peuvent entamer des pays pour s'atteler à la fraude alimentaire au sein de leurs systèmes nationaux de contrôle des aliments.

Ces travaux comprendront une révision des textes existants du CCFICS pour identifier où les domaines des Systèmes nationaux de contrôle des aliments requièrent une mise à jour ou des changements.

4. Évaluation au regard des Critères régissant l'établissement des priorités des travaux

La proposition est conforme aux critères repris ci-dessous:

Critère général :

Ces nouveaux travaux proposés contribueront à la protection des consommateurs du point de vue de la santé, de la sécurité sanitaire des aliments, de l'assurance de pratiques loyales dans le commerce des aliments et à la prise en compte des besoins identifiés des pays en développement. Ils répondent ainsi au critère général de la protection du consommateur.

Ces orientations seront élaborées de manière à offrir une certaine souplesse dans leur application par les pays dont les systèmes nationaux de contrôle des aliments présentent des niveaux de développement différents.

Critères applicables aux questions générales

a) *Diversité des législations nationales et obstacles au commerce international qui semblent, ou pourraient, en découler*

Les pays élaborent de plus en plus des orientations dans le domaine de la fraude alimentaire. L'élaboration d'orientations du Codex dans ce domaine devrait permettre de parvenir à une harmonisation internationale des orientations élaborées au niveau national dans ce domaine.

b) *Portée des travaux et détermination des priorités dans les différents domaines d'activité*

Voir la section Champ d'application (supra).

c) *Travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales et/ou travaux suggérés par (les) l'organisme(s) international(aux) intergouvernemental(aux) pertinent(s)*

Les travaux dans le domaine de la fraude alimentaire sont très répandus parmi les instances multinationales, qui cherchent à s'atteler aux préoccupations découlant de la sensibilisation croissante aux pratiques trompeuses. De nombreuses organisations et gouvernements reconnaissent le besoin de disposer de définitions et d'orientations, et de développer des programmes, outils et activités de formation en matière de prévention de la fraude alimentaire, notamment, sans pour autant y être limités : l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); la *Global Food Safety Initiative* (GFSI); l'*Institute of Food Technologists-Global Food Traceability Center* (GFTC/IFT); l'*International Association for Food Protection—Food Fraud Professional Development Group* (IAFP/PDG); l'*International Life Sciences Institute* (ILSI); L'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL); L'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice (UNICRI)

d) *Aptitude de l'objet de la proposition à la normalisation*

Le Comité estime qu'il est possible d'élaborer des directives pour répondre aux enjeux identifiés.

e) *Dimension internationale du problème ou de la question*

Le Comité a conclu qu'un fardeau est actuellement imposé aux pays exportateurs, en raison d'un manque de définitions et d'orientations internationales dans ce domaine.

5. Pertinence par rapport aux objectifs stratégiques du Codex

Les travaux proposés sont directement liés à l'objectif de la Commission du Codex Alimentarius, conformément à ses statuts, qui est de protéger la santé des consommateurs et d'assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire. En outre, les travaux sont liés au premier objectif stratégique du Plan stratégique 2020-2025 de la Commission du Codex Alimentarius, à savoir "Réagir rapidement aux problèmes actuels, naissants et cruciaux", et sont conformes à l'objectif 1.2 "Fixer les priorités en matière de besoins et de problèmes naissants". Ces orientations répondent aux besoins des membres et amélioreront la capacité du Codex à élaborer des normes ; à identifier de manière proactive les questions émergentes et les besoins des pays membres et, au besoin, à élaborer des normes alimentaires pertinentes ". Il est également conforme à l'objectif 4.2 "Augmenter la participation pérenne et active de tous les Membres du Codex." en participant aux travaux du CCFICS et des groupes de travail connexes.

6. Informations sur la relation entre la proposition et d'autres documents Codex

Le passage en revue exhaustif des textes existants du Codex par le Comité illustre que la fraude alimentaire est déjà traitée dans de nombreux documents du Codex. Le Code de déontologie du commerce international des denrées alimentaires, y compris dans le cadre de transactions à des conditions préférentielles et d'opérations d'aide alimentaire (CXC 20-1979) comprend des principes de base relatifs à la prévention d'échanges de denrées alimentaires dangereuses, falsifiées, périmées, ou insatisfaisantes pour d'autres raisons. La fraude alimentaire, dans la mesure où elle relève d'un étiquetage inapproprié, inexact, faux ou trompeur est décrite dans les normes pertinentes du Codex. Par exemple, la *Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) et la *Norme générale pour l'étiquetage des additifs*

alimentaires vendus en tant que tels (CXS 107-1981) interdisent l'étiquetage faux, trompeur ou mensonger des aliments et des ingrédients alimentaires. En conséquence, un étiquetage incorrect serait déjà traité par les normes Codex existantes. Par ailleurs, plusieurs textes existants du CCFICS mettent des outils à la disposition des Membres désireux de gérer des activités susceptibles d'être frauduleuses. On peut citer à titre d'exemples les éléments clés d'un système national de contrôle des aliments figurant dans les *Principes et directives concernant les systèmes nationaux de contrôle des aliments* (CXG 82-2013); ; les principes de traçabilité repris dans les *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006); l'utilisation des *Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques* (CXG 38-2001) pour prévenir les certificats frauduleux; et l'échange d'informations entre des gouvernements nationaux figurant dans les *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire* (CXG 89-2016), qui pourraient tous être pertinents dans des cas de détection de fraude. Les nouvelles orientations prévues en matière de lutte contre la fraude alimentaire devraient également garantir l'adhésion à ces autres textes du Codex existants, afin que la fraude alimentaire soit prévenue, ou détectée et traitée en conséquence.

7. Détermination de la nécessité et de la disponibilité d'avis scientifiques

Pas nécessaire.

8. Identification de tout besoin de contributions techniques à la norme en provenance d'organisations extérieures, afin que celles-ci puissent être programmées:

Pas nécessaire, à ce stade.

9. Calendrier de réalisation des nouveaux travaux et autres conditions

Sous réserve de leur approbation par la Commission du Codex Alimentarius au cours de sa 44e session en 2021, ces nouveaux travaux devraient pouvoir être exécutés en deux ou trois sessions du CCFICS, s'il devait continuer de se réunir selon le programme actuel, c-à-d. tous les 18 mois.